

ACTES

FORUM INTER-RÉGIONAL DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE (CSTI)

au Vaisseau, à Strasbourg
Vendredi 26 novembre 2010

OUVERTURE

Guy-Dominique KENNEL,
Président du Conseil Général du Bas-Rhin

Je crois que je vais démarrer. Je pense que la neige n'a pas empêché les autres participants de venir car tous ceux qui étaient annoncés ne sont pas là, donc Madame la Ministre et Présidente d'Universcience, Madame le Recteur, Monsieur le Président, mes chers collègues élus, Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter une cordiale bienvenue ici, au Vaisseau, outil que beaucoup d'entre vous connaissent. Ceux qui ne le connaissent pas encore le découvriront avec satisfaction, j'en suis intimement convaincu. Je suis tout particulièrement heureux et fier de pouvoir saluer parmi nous Madame Claudie Haigneré qui nous fait l'honneur et le plaisir d'être présente aujourd'hui. Je voudrais vous dire que je suis ravi de pouvoir vous accueillir dans cette maison et en même temps impressionné d'être à vos côtés cet après-midi parce que je n'en fais pas mystère, je suis un de vos admirateurs depuis longtemps et pour l'ensemble de vos réalisations et je suis d'autant plus fier aujourd'hui de pouvoir vous compter ici dans notre maison aux côtés de Madame le Recteur, évidemment. Qui ne peut pas l'admirer dans l'Académie ? C'est évident et là aussi la remercier car elle est présente régulièrement au sein du Vaisseau ; endroit qui nous a permis de fêter il y a une quinzaine de jours, notre millionième visiteur, au bout de cinq ans de fonctionnement. C'était une joie assez forte pour nous, pour l'ensemble de l'équipe d'animation au sein du Vaisseau de pouvoir accueillir ce millionième visiteur d'autant plus que, au vu de l'ensemble des études de faisabilité que nous avons réalisées, nous aurions dû atteindre ce millionième visiteur dans cinq ans. C'est vous dire que nous avons un léger temps d'avance par rapport à ce qui était prévu mais croyez bien que nous ne nous en plaignons pas. Je crois que ce temps d'avance est dû tout simplement d'abord à l'ensemble des personnes qui animent cette structure, à l'ensemble de nos partenaires, et ils sont nombreux, qui sont régulièrement présents, et notamment au sein du comité scientifique qui nous accompagne, nous guide, nous oriente dans nos choix, dans nos missions, dans cette maison. Alors, vous dire que ce Vaisseau est né presque par hasard, Madame, tout simplement parce que je suis un littéraire de formation et que j'ai toujours été admiratif, notamment d'un de vos adjoints, Madame le Recteur, qui arrivait à vous faire comprendre la science de façon très simple. Je disais, c'est quand même merveilleux de comprendre comment fonctionnent les choses alors que finalement, on n'a pas une base scientifique. Chaque fois que, lorsque j'étais à Paris, j'ai pu aller visiter la Cité des Sciences à l'époque, je ne manquais pas d'y aller parce que, à titre personnel, ça m'intéressait. Donc il se trouve qu'en tant que vice-président délégué du Conseil Général, j'avais proposé à mon président de faire quelque chose de semblable chez nous. Nous avons testé, nous avons fait une exposition, une émanation de la Cité des Sciences, pendant deux mois au Conseil Général même. En l'espace de deux mois, malgré quinze jours de congés, nous avons eu plus de dix mille visiteurs autour de cette exposition, ce qui nous a fait prendre l'attache de la Cité à l'époque pour réaliser la première Cité décentralisée, la première unité régionalisée de la Cité des Sciences. Nous avons eu une fin de non-recevoir, en nous disant, ça ne fait partie ni de nos statuts, ni de nos objectifs de nous régionaliser. Évidemment, nous n'avons pas renoncé à notre objectif. La Cité nous a dit, si vous voulez faire quelque chose, nous sommes volontiers à vos côtés pour vous accompagner pour réaliser. C'est ce qui a été fait, d'ailleurs, et donc nous avons décidé de construire à l'époque. Je ne suis pas sûr que nous prendrions encore cette décision aujourd'hui vu les situations financières des conseils généraux, évidemment, qui sont extrêmement tendues. Mais nous avons décidé de mettre 17,4 millions d'euros dans cet établissement et nous avons mis environ un an et demi à le réfléchir, à voir ce qui pourrait nous être utile en fonction de la dimension qu'on souhaitait lui donner, en se faisant accompagner, bien évidemment. Donc, nous avons réalisé cet outil en l'espace de très peu de temps. Vous verrez que la coque est relativement simple, parce qu'au départ, il faut savoir que nous n'avions pas forcément toutes les adhésions nécessaires. Beaucoup de personnes étaient critiques en disant, dans trois ans, vous n'aurez plus de visiteurs, vous serez obligés de fermer, pensez déjà à recycler le bâtiment. Et voilà, évidemment, toutes ces personnes se taisent désormais et c'est heureux pour nous. Nous sommes partis de deux constats basiques.

Le premier, c'est qu'il fallait tout simplement orienter, donner le goût de la culture scientifique et technique à l'ensemble des jeunes et que deuxièmement, l'autre mission, était de faire en sorte qu'il y ait un intérêt manifeste, un choix d'orientation, notamment des jeunes filles, vers les métiers scientifiques et techniques parce que là, nous remarquons, je pense que Madame le Recteur ne me contredira pas, nous remarquons depuis des années, une sorte de désaffection notamment des jeunes filles envers les métiers scientifiques et techniques. Donc pour nous, il était important aussi de donner ce petit coup de pouce ; en tous les cas de montrer que ça peut être quelque chose de très intéressant, très gratifiant et en même temps pourvoyeur d'emploi.

Et donc, nous avons décidé de le réaliser. Aujourd'hui, nous sommes assez heureux du résultat. Évidemment, ce succès que connaît le Vaisseau nous oblige à remplacer les éléments un peu plus rapidement que prévu puisqu'ils s'usent plus rapidement et donc, nous avons décidé d'abord d'agrandir le Vaisseau parce qu'au niveau de l'expo temporaire, nous n'avons pas suffisamment de place, nous n'avons pas suffisamment de salles pour des expérimentations et en même temps, nous souhaitons renouveler les éléments. Parallèlement, le Vaisseau est biculturel, puisque nous avons énormément de visiteurs allemands qui n'ont pas accès à ce type de structure dans un rayon de 100 à 200 km. Le tout est biculturel, et pas uniquement bilingue, je dis bien biculturel, parce que nous avons élaboré un certain nombre de documents pédagogiques que nous avons basés et sur les référentiels du Ministère de l'Éducation nationale en France mais aussi sur celui de nos proches voisins allemands, leur progression pédagogique. Nous avons ensuite réalisé un certain nombre de supports à donner aux enseignants puisqu'une visite a priori, au niveau du Vaisseau, elle se prépare en amont, et elle s'exploite ensuite pour qu'elle soit complète. Je suis content de voir qu'au-delà tout simplement du Vaisseau, parce que nous ne sommes pas seuls. Je m'adresse au Président qui est là devant moi, on sait bien que nous n'avons pas vocation à être seuls, et nous ne voulons pas être seuls. Nous avons bien dit qu'il est important que nous fédérons l'ensemble des personnes qui portent les mêmes intérêts chacun à son niveau de compétence, puisque le Conseil Général a priori n'a aucune compétence pédagogique, au départ. Nous sommes là juste pour construire les murs que nous mettons à disposition de Madame le Recteur. Le reste est fait par l'Éducation Nationale. Ceci étant, je crois que nous allons au-delà de cela dans le cadre des partenariats divers qui sont échafaudés. Nous souhaitons tous atteindre le même objectif. C'est surtout ça qui nous motive. Alors, le danger d'être à plusieurs, ce serait d'être concurrentiel et je le dis toujours haut et fort : ne soyons pas concurrentiels. Parce que je sens de-ci de-là, des envies de réaliser un Vaisseau bis, etc. Je trouve que ce serait stupide : il faut que nous soyons complémentaires pour atteindre le même objectif. En tous les cas, c'est le message que je porte haut et fort dans toute l'Alsace pour dire que nous devons, sur l'ensemble de nos structures, être complémentaires. Je suis aussi très honoré de constater que le premier forum interrégional de culture scientifique, technique et industrielle puisse se tenir ici au sein du Vaisseau, ce qui va tout à fait dans le sens de ce que j'évoquais, c'est-à-dire mutualiser un certain nombre de moyens, mutualiser un certain nombre de réflexions pour faire avancer tout simplement l'intérêt, l'attractivité que peuvent voir les jeunes pour la culture scientifique et technique parce. Ce n'est pas dans la manufacture que notre pays va être concurrentiel, c'est évident. Ce qu'il nous faut, c'est une valeur ajoutée très clairement. Vous savez, il n'y a que sur quelques domaines de spécialité. Je reviens un instant sur l'inauguration d'un four à Lalique, Wingen sur Moder où nous voyons que d'un côté, il y a la technique de ce nouveau four, mais de l'autre côté, il y a aussi le savoir-faire et ce savoir-faire très spécialisé notamment pour la création Lalique, celui là ne peut pas s'exporter. Il est là et il restera là. Par ailleurs, ce qui est important, c'est d'avoir l'ensemble des personnes qui apporte une valeur ajoutée très clairement pour faire en sorte que nos entreprises, ici, puissent être concurrentielles. C'est l'autre objectif que nous nous sommes assignés. Voilà, en tous les cas, j'ai déjà été trop long pour cette introduction mais encore une fois, je vous remercie d'être présents cet après-midi, en Alsace et au Vaisseau, tout particulièrement Madame le Recteur et Madame Haigneré. J'ose espérer que ce n'est pas la dernière et que nous aurons l'occasion de vous y revoir. Sachez que nous ne sommes pas trop exigeants, vous voyez, en cinq ans de temps, c'est la première fois que le président d'Universcience se déplace dans notre petit Vaisseau et nous sommes prêts à vous accueillir quand vous voulez toute l'année dans notre maison. Merci encore, bon après-midi et bon courage à tous.

Christine WELTY, Présidente de l'AMCSTI

Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord, je voudrais dire que je suis ravie de l'invitation faite par le Conseil Général du Bas-Rhin à l'AMCSTI, Association Nationale des Musées et Centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle de coorganiser ce forum interrégional. Je voudrais à cet égard remercier tout particulièrement Laurent Schmitt qui a porté la demande du Conseil Général et du Président du Conseil Général auprès de l'AMCSTI ; Laurent Schmitt dont vous savez qu'il a deux casquettes, directeur du Vaisseau certes, mais aussi membre du bureau de l'AMCSTI.

Je voudrais rappeler que l'AMCSTI est une association nationale qui a aujourd'hui vingt-cinq ans et qui fédère près de deux cent cinquante acteurs de la culture scientifique et technique et industrielle, regroupant toutes les familles, centres de sciences, muséums, musées scientifiques, techniques et industriels, associations d'animations scientifiques, universités, organismes de recherche, collectivités, planétarium, aquarium, etc.

Des acteurs, vous le voyez, de nature voire de taille et de thématique très différentes mais qui sont tous rassemblés autour d'une même mission dans tout ou partie de leurs activités, c'est la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle dans leurs territoires. Ces acteurs de proximité, grâce au soutien accru des collectivités font rayonner la CSTI au plus près de leur public et en parfaite intelligence avec leurs territoires dont ils contribuent à l'aménagement culturel scientifique et ensemble, ils touchent près de trois millions de personnes par an. C'est donc une force qui nous permet de dialoguer avec les grands établissements nationaux dans le respect et la reconnaissance de nos expertises et compétences respectives. C'est ainsi que l'AMCSTI s'est très fortement mobilisée ; c'est d'ailleurs la seule association nationale de culture scientifique à l'avoir fait, dans un esprit très constructif à travers la participation de la grande majorité de ses adhérents et même de non-adhérents pour apporter sa contribution au forum territorial pour une nouvelle gouvernance de la culture scientifique, technique et industrielle en France organisé par Universcience le 28 septembre 2010.

Entre juin et septembre, il n'y a eu pas moins de quatorze rencontres concernant dix-huit régions dont les DOM, mais aussi de nombreuses réunions de clubs de l'AMCSTI, des séances de brainstorming, rédactions de synthèse qui ont été nécessaires pour élaborer des propositions constructives adressées à la fois à Universcience, mais également à la puissance publique et qui sont, certains le savent, ; consignées dans un Livre Blanc qui été largement diffusé fin septembre, en vue du forum et que vous pouvez trouver en ligne sur le site de l'AMCSTI. Voici rapidement les principales préconisations de ce livre blanc qui constitue une force de proposition des acteurs et des territoires de la CSTI en vue de faire progresser cette culture sur l'ensemble du territoire. Nous avons fait un tirage du communiqué de presse qui a été diffusé, qui regroupe les principales préconisations. Je pense que vous le trouverez certainement dans la salle. Les principales préconisations sont au nombre de six :

- 1) assurer et favoriser le renforcement de la position de la culture scientifique ;
- 2) mettre en place des instances indépendantes et transparentes, un conseil stratégique et territorial comprenant des acteurs régionaux de CSTI, une agence en charge du financement des projets territoriaux et une instance d'arbitrage ;
- 3) sanctuariser les fonds nationaux alloués à la mission de régionalisation avec un budget distinct de celui d'Universcience ;
- 4) conserver la diversité structurelle (nature, taille), des acteurs ;
- 5) respecter l'identité territoriale et l'autonomie en termes d'innovation, de médiation scientifique et de liberté éditoriale, prendre en compte et reconnaître la plus-value territoriale (compétence, savoir-faire, créativité) en vue de collaborations équilibrées horizontales ou ascendantes ;
- 6) pérenniser et renforcer le label « Science et Culture - Innovation », outil de visibilité du réseau et y prendre appui pour professionnaliser l'ensemble du réseau.

Aujourd'hui, dans l'après forum du 28 septembre, l'AMCSTI réfléchit à de nouvelles manières de s'impliquer activement dans cette réflexion qui se poursuit et à participer comme elle le fait depuis plusieurs mois à la coconstruction de cette nouvelle gouvernance qui se met en place. La présence de l'AMCSTI, aujourd'hui, au forum interrégional s'inscrit donc dans la continuité de la démarche constructive qu'elle a initiée. L'AMCSTI reste donc mobilisée et force de proposition dans l'après forum. Pour cela, nous attendons d'Universcience qu'il donne des prolongements concrets et clairs au forum du 28 septembre et cela rapidement, afin de ne pas laisser retomber l'élan et la motivation impressionnante des acteurs de la culture scientifique. Il se trouve que ce matin, un peu par hasard, j'ai pu lire sur le site du Sénat un avis très récent, puisqu'il a été présenté le 18 novembre, de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication sur le projet de loi de finances pour l'année 2011. Cet avis fait état des pistes de proposition et j'ai pu y relever que plusieurs de nos propositions et préconisations, celles qui figurent dans le Livre Blanc, ont été entendues. Je m'en réjouis car cela signifie que nos idées font leur chemin. Je m'en réjouis et je suis optimiste pour la mise en place à venir d'une nouvelle gouvernance équilibrée et garante du renouvellement et du renforcement du partenariat entre l'AMCSTI, ses membres et Universcience. Merci de votre attention.

Claire LOVISI, Recteur de l'Académie de Strasbourg

Madame la Ministre, Monsieur le Président du Conseil Général, Madame la Présidente de l'AMCSTI, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

C'est avec beaucoup de plaisir que je participe aujourd'hui à ce forum interrégional. Je vais vous parler de l'Académie de Strasbourg. Ce sont une bonne partie de vos clients Monsieur le Président. Dans l'Académie de Strasbourg, nous collaborons depuis de nombreuses années avec les partenaires qui travaillent autour de la CSTI. Vous avez fait référence tout à l'heure, Madame la Ministre, à l'Université de Strasbourg, c'est vrai, l'Université de Strasbourg, le jardin des sciences de l'Université, l'Université de Haute-Alsace également est partie prenante à ces actions, le Vaisseau, évidemment partenaire privilégié, la Nef des sciences, les Petits Débrouillards, les musées Sud-Alsace, et bien d'autres structures associatives.

Nous avons d'ailleurs signé des conventions avec le Vaisseau et avec le jardin des sciences de l'Université de Strasbourg et je voudrais rappeler que de nombreuses structures œuvrant dans le domaine de la CSTI bénéficient de l'aide d'enseignants chargés de mission. Cela nous permet de faire ce lien que vous évoquiez tout à l'heure entre l'aspect strictement pédagogique et l'aspect organisationnel, mais qui va bien au-delà des simples murs, Monsieur le Président, vous le savez. J'ai bien compris votre clin d'œil tout à l'heure. Les progrès des connaissances scientifiques et leurs applications techniques et industrielles engageant, nous le savons tous, l'avenir des sociétés, de la planète, des générations qui vont nous succéder. Il y a vraiment urgence à s'engager dans une action culturelle scientifique et technique d'envergure : une action originale et citoyenne. On a trop souvent tendance à réduire la culture aux seuls Arts et Lettres mais elle ne se réduit pas aux seuls Arts et Lettres. La culture scientifique et technique est un passeport pour appréhender le monde et ses évolutions. Il est souhaitable que tous les élèves soient mis le plus vite possible au contact de l'univers scientifique à travers leurs propres interrogations. C'est pourquoi, c'est à partir d'approches actives que les élèves peuvent aborder efficacement les sciences. Il s'agit principalement de susciter la curiosité, l'esprit critique, afin de jeter les bases de cette culture indispensable à la construction de futurs citoyens. Il faut rappeler d'ailleurs que la culture scientifique et technique constitue un des piliers du socle commun de connaissances et de compétences. Ce travail autour des sciences se fait à tous les niveaux de l'école. Dans le premier degré, l'enseignement des sciences commence à la maternelle avec des activités de découverte du monde qui visent surtout à éveiller la curiosité des élèves. L'école élémentaire constitue le niveau d'action suivant et je dois vous dire que, certes pas forcément de la même manière, nos deux départements alsaciens sont vraiment très actifs en ce qui concerne le premier degré. Il y a vraiment une action très volontaire à l'école primaire.

Ça se poursuit au niveau des collèges et des lycées avec des ateliers scientifiques et des actions innovantes à caractère scientifique que l'Académie continue à financer. Voilà encore un cadre particulièrement approprié pour développer la culture scientifique et technique. Nous menons aussi beaucoup d'actions d'ouverture vers le monde de la recherche et de nouveaux dispositifs sont envisagés pour célébrer l'année internationale de la chimie en 2011. On est déjà en train de se préparer et on ne se prépare pas tout seuls. L'Académie de Strasbourg participe par ailleurs aux travaux du collectif qui est chargé d'organiser l'édition 2011 d'Exposciences, cette opération qui vise à valoriser les projets qui sont élaborés par des élèves. Il y a également une volonté très forte d'ouverture sur les métiers et notamment sur les métiers scientifiques. Là, on s'inscrit parfaitement dans le cadre de la réforme des lycées et notamment avec l'introduction des enseignements d'exploration en seconde qui sont conçus comme de nouveaux outils pour aborder les métiers. Évidemment, en ce qui concerne les disciplines scientifiques, c'est vraiment l'occasion d'en parler, et notamment, pour essayer d'appâter les filles puisque nous savons tous qu'il faut que nous entraînions les filles. Je dois dire qu'à la suite d'actions volontaires de l'Académie de Strasbourg, il y a de plus en plus de filles qui suivent la filière scientifique. Maintenant, il s'agit de les emmener de plus en plus loin, et jusqu'aux métiers, mais on progresse. D'une manière générale, vous le voyez, on essaye de construire beaucoup de ponts pour ne pas marginaliser la culture scientifique et technique. Parce que ce que je crois que ce serait la pire des choses : beaucoup de ponts avec les sciences, avec les arts, beaucoup de dispositifs transversaux. Nous sommes dans une approche qui consiste à diversifier les outils et construire tous les ponts possibles, y compris avec l'histoire des arts. Pour toutes ces raisons, parce que nous sommes extrêmement concernés, je suis vraiment très heureuse d'assister au lancement de ce forum interrégional et je suis sûre que ses conclusions vont être très utiles encore pour renforcer notre action commune en faveur de la culture scientifique et technique. Merci.

« LES ENJEUX DE LA CSTI DANS UNE SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE »

TABLE RONDE N° 1

Participent à cette table ronde :

- > M. Bernard ANCORI, Vice-Président Sciences en Société, Université de Strasbourg (UDS) représentant le Président de l'UDS
- > Mme Laurence MULLER, PASS à Mons (BE)
- > Dr Olivier MENTZ, Directeur de l'Office Européen – Pädagogische Hochschule de Freiburg
- > M. Alain SPRAUER, Représentant Mme le Recteur, Délégué Académique à l'Action Culturelle
- > Mme Marie-Christine CRETON, Directrice honoraire de l'INSA
- > M. Patrick BARANGER, chargé de mission CST pour les Universités de Lorraine

La table ronde était animée par Jacques-Olivier Baruch, Journaliste scientifique

L'animateur-modérateur

Nous allons commencer concrètement ces deux tables rondes qui font suite au forum du 28 septembre. Nous avons divisé la journée en deux tables rondes qui ressemblent aux tables rondes qui ont eu lieu le 28 septembre, pour aller un peu plus loin dans la discussion : voir ce qui a changé depuis deux mois et voir ce qui se passe effectivement en région.

Pour la première table ronde, j'appelle :

- › Bernard Ancori, professeur d'histoire et d'épistémologie des sciences, vice-président de Sciences en Société à l'Université de Strasbourg,
- › Laurence Muller, qui est directrice des expositions au Pass à Mons en Belgique,
- › Olivier Mentz, qui directeur de l'Office Européen et vice-doyen de la Pädagogische Hochschule de Freiburg, c'est-à-dire l'Université des sciences et de l'éducation,
- › Alain Sprauer, qui représente Madame le Recteur et qui est délégué académique à l'action culturelle à Strasbourg,
- › Marie-Christine Creton, qui est directrice honoraire de l'INSA et présidente du conseil scientifique du Vaisseau,
- › Et Patrick Baranger qui est chargé de mission culture scientifique et technique pour les Universités de Lorraine.

Vous allez pouvoir intervenir assez largement. Nous vous passerons des micros dès que vous voulez intervenir. Vous pouvez et réagir et poser des questions.

J'aimerais pour commencer la discussion, demander à chacun son ressenti de l'évolution de la culture scientifique et technique dans son Institution et par rapport au territoire lui-même.

Est-ce que vous pouvez commencer, Bernard Ancori ?

Bernard ANCORI, Vice-président Science en société de l'Université de Strasbourg

Je vous remercie d'avoir invité l'Université de Strasbourg que je représente dans cette manifestation extrêmement importante puisqu'il est question de la culture scientifique et technique dans les territoires qui sont ceux d'une société nouvelle que nous ne savons pas encore apprivoiser et qui est la société de la connaissance. Société ou économie de la connaissance, les deux termes sont employés indifféremment. Une société de la connaissance, c'est une société dans laquelle le maître mot devient l'innovation : l'innovation est le régime normal d'activité dans une telle société, ce qui nous place évidemment, d'une part en tant que formateurs, mais aussi en tant que médiateurs, devant un défi important qui est dans ce type de régime d'innovation permanente et d'incertitudes qui l'accompagnent. Il est très difficile de prévoir les évolutions. La meilleure stratégie est une stratégie, une posture de réactivité aux événements plutôt que de prévision, puisque les prévisions sont démenties la plupart du temps. Une posture de réactivité, cela signifie un certain type de formation que nous devons donner aux étudiants et une certaine méthode de communication dans la culture scientifique et technique. On peut se demander, dans une société de ce type-là, que faut-il apprendre et comment ?

Que faut-il apprendre ? A mon sens, bien entendu, et c'est la mission normale de tout enseignant à quelque niveau qu'il se situe, nous devons transmettre des contenus. Cela dit, transmettre des contenus c'est bien, à condition que ces contenus, de la part de l'apprenant, soient toujours mis dans un contexte critique. L'apprenant doit toujours être en mesure de modifier ces contenus en fonction de l'évolution des connaissances. Les contenus ne doivent pas se figer en dogme, même s'ils sont parfaitement maîtrisés, mais toujours être pris avec une certaine distance critique.

Comment faut-il apprendre ? La manière de transmettre de tels contenus ne peut plus être la manière ancienne qui était celle, pour la formation, du cours magistral délivré de manière homogène pour un public qui lui aussi, dans les temps passés, était homogène, mais qui n'existe plus. Ce public aujourd'hui est un public extrêmement hétérogène. Nous avons le même problème lorsque nous sommes formateurs que celui des médiateurs de culture scientifique et technique : quand vous délivrez un message homogène à un public hétérogène, vous créez ce que les Anglo-Saxons appellent un *increasing knowledge gap*, c'est-à-dire que la partie du public qui est déjà la plus informée retire beaucoup plus d'informations que la partie du public moins informée de ce que vous êtes en train de dire, de sorte que vous creusez l'écart entre vos auditeurs au lieu de le réduire. Les manières d'apprendre doivent aussi changer et changer dans le sens d'une adaptation différenciée des messages délivrés à la fois par les enseignants et par les médiateurs de culture scientifique et technique à leurs différents publics.

C'est là que les TIC apparaissent comme ce *pharmakon* dont parlait Platon, c'est-à-dire à la fois comme le poison et le remède puisque si nous sommes dans des sociétés de la connaissance, au sens plein du terme, c'est bien du fait de l'évolution de ces TIC qui ont précipité ce mouvement d'innovation permanente. Charge à nous maintenant de trouver de nouvelles manières d'utiliser ces technologies pour réussir à créer des messages ciblés, différenciés en fonction des publics auxquels nous nous adressons. C'est évidemment un chantier immense qui demande une remise en question d'un bon nombre de choses notamment de la part des enseignants, que je connais bien puisque j'en fais partie, qui sont quand même toujours un petit peu... Le système qui les a menés à être où ils sont est forcément un bon système puisqu'il les a amenés à être dans une position d'élite ; donc ils ont un peu de mal à changer. Nous savons tous aussi que les nouvelles générations – parmi les enseignants et les enseignants chercheurs, il y aura un renouvellement de génération très important dans les années qui viennent - seront plus ouvertes à de nouvelles méthodes pédagogiques. C'est quelque chose de très général que je voulais dire en ouverture, mais on pourra poursuivre la discussion.

Laurence MULLER, Directrice des expositions au Pass à Mons en Belgique

Bonjour, moi aussi, je vous remercie pour votre invitation et, plus largement, d'avoir pensé à inviter les voisins belges à ce forum. Je vais vous dire deux mots sur ce qu'est le Pass puisque nous sommes en terrain un peu inconnu.

C'est aujourd'hui le principal outil de diffusion de la culture scientifique et technique en Wallonie, cette région francophone de Belgique. C'est ce que nous appelons un musée de sciences et de société installé sur le site d'un ancien charbonnage réaffecté.

Ce lieu relativement important, qui a représenté un investissement conséquent de la part de la région puisqu'il couvre environ 10 000 m² d'espace couvert, installé dans un parc de 28 ha. C'est important de le signaler parce qu'à l'échelle d'une région qui n'est pas très grande, qui est celle de la région wallonne, c'est un effort considérable qui a été consenti. Il est né de la volonté de la région wallonne de créer un équipement permanent de diffusion de la culture scientifique et technique pour deux raisons : rattraper un certain retard sur nos voisins européens en matière de lieux de diffusion de la culture scientifique et technique au point même que c'est un terme qui encore assez peu employé chez nous aujourd'hui. C'est quelque chose d'assez neuf finalement. La deuxième raison est comme chez vous, la nécessité d'apporter une certaine forme de réponse au déficit de carrières scientifiques et techniques auprès des jeunes de notre société. Dans notre contexte, c'était peut être encore un peu plus fort puisqu'il faut savoir que l'enseignement en région francophone de Belgique, dans toutes les études internationales, accuse un retard tout particulier en matière de maîtrise des compétences et des connaissances en matière de sciences et technologies. Notre équipement a été installé dans une ancienne friche industrielle sur un site qui représentait à la fois une nécessité et une opportunité. Une opportunité d'abord car la région a pu bénéficier des aides européennes de l'objectif un en tant que région en retard de développement économique. Sans ça, notre lieu n'existerait pas, et ça a aussi son importance car je pense que ça représente bien les enjeux futurs de notre métier qui seront à mon sens de plus en plus à l'échelle de l'Europe et pas à l'échelle de régions ou de pays, en tout cas pour des pays de la taille du nôtre. C'était aussi une nécessité de l'installer dans ce lieu. Qui dit objectif un, dit région en retard de développement économique et qui dit région en retard de développement économique dit région en retard de développement culturel et éducatif ; c'est malheureusement une équation très fréquente. Le lieu est né de ce constat fort et de la volonté de réagir à ce creux qui se forme de plus en plus entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas et de s'inscrire dans une société de la connaissance en Europe. Le choix éditorial qui a été fait est particulier. Il faut reconnaître que nous avons un peu plus de facilités en Belgique de dénommer nos lieux. Le mot musée chez nous est un tout petit peu moins protégé qu'en France et on a fait le choix de se définir comme un musée de sciences et de société bien que nous n'ayons pas de collection, peut être de manière symbolique pour expliquer aux gens que le musée n'est pas nécessairement un lieu où l'on trouve des collections poussiéreuses qui dorment, mais que c'est aussi un lieu où l'on produit du sens, on réfléchit aux choses. On fait la promotion d'une citoyenneté par la culture, qu'elle soit d'ailleurs classique, comme on le disait, des Arts et des Lettres, ou englobant toutes ses dimensions et notamment la dimension scientifique. Les choix éditoriaux ont été faits en se basant essentiellement sur la volonté de questionner, sur la volonté de miser sur le pari de l'intelligence de tous, de faire le pari d'apprendre à apprendre et d'avoir une approche extrêmement transdisciplinaire. J'en parle car ça touche à cette question des enjeux de la culture scientifique. Il y a eu une volonté très claire chez nous, et c'est pour ça qu'on parle de musées de sciences et de société, d'inscrire ce lieu dans une démarche extrêmement transdisciplinaire où l'on traite des thématiques par les sciences dites dures, mais aussi en les approchant par les sciences dites molles – c'est un terme très laid – plus exactement, les sciences humaines et également l'approche artistique.

On a vraiment fait le pari de cette culture non plus amputée, non plus laissée dans ses tiroirs et dans ses boîtes, mais d'une culture qui a une approche extrêmement transversale des thématiques et des questions pour viser une approche qui bien évidemment tente de mobiliser les jeunes vers une carrière scientifique et vers les enjeux économiques que ça représente, mais aussi et surtout, vers une approche citoyenne de la connaissance et des compétences.

Dr Olivier MENTZ, Directeur de l'Office Européen, Pädagogische Hochschule de Freiburg

Bonjour. On m'a demandé d'apporter une note allemande à ce forum. C'est avec plaisir que je suis ici pour vous donner un petit aperçu de ce qui se passe en Allemagne. Quand je parle d'Allemagne, je ne parle bien évidemment pas de l'Allemagne, mais d'une région, le Bade-Wurtemberg, sachant que l'organisation fédérale comporte seize systèmes éducatifs différents ce qui mène à une diversité énorme par rapport aux idées de cultures et de culture éducative. Le Bade-Wurtemberg manque d'ingénieurs et c'est, malheureusement, la seule et unique raison pour laquelle, depuis une petite dizaine d'années, le ministère de l'éducation essaie d'investir énormément pour renforcer l'importance des sciences et de la culture scientifique, technique et industrielle dans le cadre du système scolaire dès le primaire. Je dis « malheureusement » parce que c'est la seule raison, il n'y a pas de raison de contenus, c'est simplement une raison de manque de professionnels dans un domaine ou dans plusieurs domaines d'ingénierie qui mènent justement à cette réflexion. La chance veut que depuis environ cinq ans aussi, nous avons un changement de paradigme dans l'enseignement qui s'éloigne des contenus et qui se lance dans le domaine des compétences. C'est là que l'on a constaté que justement avec ces sciences là, on peut apporter un certain nombre de compétences que les autres disciplines scolaires ne sont pas capables d'apporter.

C'est un certain nombre de compétences d'exactitude, par exemple dans des représentations, pour en nommer une seule. C'est un peu la chance pour cet engagement du ministère parce que sans ce changement de paradigme, on serait restés dans les contenus ce qui aurait pu mener à l'idée que les contenus scientifiques et techniques ne sont pas vraiment importants dans notre vie aujourd'hui. Il y a un autre aspect qui renforce ce changement de paradigme, c'est l'enseignement bilingue très poussé en Bade-Wurtemberg par les ministères depuis cinq à dix ans avec l'introduction de la première langue étrangère dès la première année de l'école primaire : le français dans la région rhénane et l'anglais dans le reste du Land. On a constaté qu'à travers l'apprentissage de certaines disciplines dans une autre langue, les concepts et les compétences sont transportés différemment et parfois de manière bien plus accessible et ceci apparemment surtout dans des sciences naturelles plutôt que dans des sciences plutôt humaines. Ce que nous essayons de faire dans notre université, c'est ce lien de compétences interdisciplinaires ce qui n'est pas facile parce que le système scolaire de notre région et de l'Allemagne en général est surtout axé sur les disciplines isolées. Le grand challenge des années à venir est de faire le lien entre les disciplines, le renforcer pour créer des compétences jusqu'alors impossibles dans notre système scolaire.

Alain SPRAUER, Représentant Madame le Recteur, Délégué académique à l'action culturelle à Strasbourg

Bonjour. J'interviens au niveau de l'Académie sur la CST. J'ai en fait trois missions :

- › organiser les temps forts récurrents : la Fête de la science, la Semaine du Cerveau, toute l'année des opérations d'ouverture en direction du monde de la recherche. Il y a cette volonté d'ouverture entre deux sphères par des actions qui ont lieu à l'école, au collège et au lycée. C'est un des axes forts de notre action ;
- › suivre les projets de culture scientifique des enseignants du premier et du second degré avec pour condition d'avoir un partenaire identifié. Nous suivons sur l'année plusieurs centaines de projets, notamment autour de l'air, de l'eau, de l'environnement à l'école primaire mais aussi des projets dans le second degré, collèges, lycées, avec des partenaires que sont les laboratoires, des musées, des structures associatives ;
- › créer le lien de l'Académie, notamment par la mise à disposition des structures muséales, dont le Vaisseau fait partie, d'enseignants chargés de mission qui font le lien entre le monde de l'école et ces structures.

Nos deux priorités sont la volonté d'ouverture sur le monde de la recherche, d'une part et la volonté de faire un lien entre les sciences et les arts. Madame le Recteur évoquait l'histoire des arts, cette volonté d'ouverture est là, entre les sciences et les arts, les sciences et la musique, les sciences et le théâtre.

L'animateur-modérateur

D'après vous, c'est une originalité de l'Académie de Strasbourg ?

Alain SPRAUER,
Représentant Madame le Recteur, Délégué académique à l'action culturelle à Strasbourg

Non, je ne pense pas, mais c'est un axe que l'on développe de manière spécifique ici. Je voulais simplement évoquer rapidement les quelques axes forts que nous menons au niveau de l'école dans l'Académie.

L'animateur-modérateur

Marie-Christine Creton, vos deux casquettes, école d'ingénieurs et Vaisseau sont intéressantes...

Marie-Christine CRETON,
Directrice honoraire de l'INSA, Présidente du conseil scientifique du Vaisseau

Effectivement, c'est une vision globale que je vais vous donner de ce que je ressens de la culture scientifique et technique actuellement et de ce que j'appelle de mes vœux mais qui ressemble déjà plutôt à ce que je rencontre. Il y a déjà cet enjeu social de la CSTI. On le voit ici au Vaisseau et dans les établissements aussi. C'est cette façon de stimuler la diversité. Notre prochain conseil scientifique et pédagogique ici s'est donné comme ordre du jour, et nous bénéficierons de l'expérience de nos amis autrichiens, allemands, belges, suisses etc. « comment la diversité est-elle approchée, prise en compte, ou pas, d'ailleurs, car elle peut trouver sa place naturellement dans nos CCSTI ». On va échanger sur ce sujet et je suis persuadée qu'on va se dire que nous sommes un lieu idéal pour intégrer cette diversité. C'est un lieu citoyen je pense, qui doit développer la citoyenneté, parce qu'on apprend et cultive le doute, le questionnement, on balaye les certitudes, et ça fait partie de valeurs, au-delà des sciences et techniques, on cultive des valeurs très fortes qui aident à construire le citoyen et ça me semble très important.

Il faut absolument veiller à maintenir. Un autre aspect, c'est un aspect réseau, mais pas le réseau des centres eux-mêmes, parce que je pense que la deuxième table ronde y viendra. C'est le réseau des partenaires qui sont représentés par les lettres S, T, et I. On ne fait pas, des sciences, des techniques et des industries séparément. Il y a tout un continuum. C'est la problématique de la recherche : on ne fait pas de recherche sans débouchés ou exploitation potentiels. C'est la même chose : il y a des sciences, derrière, il y a des techniques et encore derrière, il y a de l'industrie. J'appelle de mes vœux que l'industrie soit un peu plus présente. Je ne sais pas s'il y a beaucoup de représentants de l'industrie dans la salle. Quand on est arrivé au I, il faut absolument revenir au S. C'est une boucle vertueuse, on n'est pas dans une logique descendante. Il faut absolument tourner en permanence, c'est à mon sens la seule façon de faire du S, de faire du T et de faire du I correctement en drainant vers l'économie et vers la science. Vous parliez d'innovation : elle fait aussi partie de la boucle. Je pense qu'ici, comme dans une école d'ingénieurs, comme à l'université, on doit absolument veiller à faire tourner cette boucle.

Un troisième point qui me semble important et qui a été dit et observé par les uns et les autres, c'est le déploiement des TIC, du virtuel qui est quelque chose de fantastique, merveilleux, porteur de potentiel mais en même temps très dangereux. Je vais en venir à mon expérience d'école d'ingénieurs, même si je ne suis pas enseignante : le nombre de jeunes ou de moins jeunes qui font des simulations sur ordinateurs en ayant la manip à côté et qui quand ils ne trouvent pas les mêmes résultats préfèrent croire l'ordinateur est étonnant. Arriver à croire le phénomène plutôt que l'ordinateur est un exploit. Plus l'informatique se développe, et il le faut, plus le réel sera indispensable. Ici, on est dans un centre où on manipule, on touche, on expérimente, et c'est indispensable. N'allons pas vers du virtuel exclusif, parce qu'on court à la catastrophe.

Je crois que c'est l'essentiel dans l'aspect social, citoyen etc. dans le développement territorial de ces centres au-delà du fait que les jeunes peuvent venir avec leurs classes, avec leurs enseignants, et le Conseil Général mène beaucoup d'actions pour que tous les collégiens du fin fond de l'Alsace puissent venir ici, il y a aussi le fait d'aller vers les territoires.

Des acteurs entrent en scène, on ne les voit pas couramment, ce sont les parents. J'aime voir des parents qui découvrent grâce à leurs enfants, grâce à l'accompagnement, un lieu fait pour les jeunes, mais aussi pour les parents et, par conséquent, voir naître une autre forme de dialogue avec les équipes pédagogiques et leurs enfants. C'est aussi une forme de liant social, même si ce n'était pas la finalité.

Si je résume : proximité, proximité par l'action, réseau avec les industriels, les scientifiques et la technique et puis de la réalité qu'on touche vraiment, qu'on mette les mains dans le cambouis... Je pense aussi à des enfants, à des petits citoyens qui pensaient que le lait sortait des packs qui n'avaient jamais vu de vache. C'est vrai qu'il y a la télévision, qu'on y voit des vaches, mais c'est mieux de voir une vraie vache ; de toucher de temps en temps pour voir les choses. Je terminerai en parlant du mot plaisir. Pour se cultiver, il faut trouver du plaisir : on ne se cultive pas contre soi-même et je crois qu'ici comme dans beaucoup de lieux de culture scientifique, le plaisir est quelque chose qui est entretenu et ça contribue fortement à la diffusion de cette culture. J'appelle donc de mes vœux que tout cela se poursuive et je suis persuadée que des assemblées comme celles de cet après-midi y contribuent.

Patrick BARANGER,
Chargé de mission culture scientifique et technique pour les Universités de Lorraine

Bonjour, je voudrais témoigner du travail qui est fait dans les quatre universités de la région Lorraine, voisine de l'Alsace. Ce sont quatre universités qui sont dans un processus de fusion mais, alors même qu'elles n'ont pas encore fusionné, elles ont déjà créé un service commun de culture scientifique et technique à titre précurseur. Ce service connaît des demandes de plus en plus fortes, je dirais à croissance quasi exponentielle. Une demande d'abord à l'interne des universités. C'est une chose assez banale et qui a déjà été dite, la lutte contre la désaffection des carrières et des filières de formation scientifiques. Nous avons quelques collègues à l'intérieur de l'université qui sont très soucieux de remplir leurs amphithéâtres. Il y a aussi des demandes d'un autre ordre, je crois qu'il y a un besoin de reconnaissance du côté des enseignants chercheurs, reconnaissance de leur travail par ce qu'il est convenu d'appeler le grand public. Il y a bien entendu aussi un besoin de notoriété des chercheurs et des laboratoires, au regard de leurs décideurs et de leurs financeurs. Le deuxième type de demande est une demande scolaire extrêmement forte. Nous avons en Lorraine, une faiblesse quantitative de structures spécialisées. Nous n'avons pas de Vaisseau. Nous avons heureusement quelques structures muséales de grande qualité mais quantitativement, nous sommes en déficit. Ainsi, ce sont près de trois mille étudiants, doctorants, chercheurs –différents- de nos universités qui interviennent chaque année dans le monde scolaire. Nous assumons ce que l'absence d'un Vaisseau nous oblige à assumer.

Ensuite, nous avons une demande de ce qu'il est convenu d'appeler le grand public Il faudrait peut-être regarder cette expression de plus près. Cette demande n'est pas une posture de type consommatrice, ni même une posture de curiosité.

Il y a de plus en plus dans les actions que nous menons au regard de ce que nous demande le public qui fréquente ces actions, une volonté, je dirais, d'en débattre, presque d'en découdre à certains moments. Il y a une façon de se positionner sur les questions scientifiques par les gens qui fréquentent les conférences, les cafés scientifiques, les expositions que nous programmons, beaucoup plus comme acteurs, citoyens, que comme consommateurs. Nous sommes en train de réfléchir à la différence qu'il peut et qu'il doit y avoir entre une médiation scientifique et une médiation de culture scientifique, technique et industrielle.

Pour conclure, je dirais qu'en Lorraine, nous avons énormément d'actions nomades puisque précisément, nous avons trop peu de structures instituées dans des murs. Cela nous oblige à travailler *via* des réseaux forts. Les universités sont d'abord en réseau avec les établissements publics, scientifiques et techniques, c'est-à-dire, nous avons une réunion régulière de notre service universitaire avec le CNRS, l'INRA, l'INRIA, le CHU, et l'INSERM (localisé à Strasbourg d'ailleurs qui se déplace à cette occasion) tous les quinze jours pour programmer ensemble des actions. Nous avons aussi un travail extrêmement fort avec le milieu associatif et les quelques structures muséales de qualité qui sont les nôtres mais aussi un travail très fort avec les collectivités territoriales, que ce soit la région ou la communauté urbaine du Grand Nancy ou celle de Metz. Tout cela est chapeauté par un réseau qui s'appelle le réseau Hubert Curien. C'est un réseau qui ne fait pas lui-même de travail en direction du grand public mais qui est en permanence une structure de réflexion, de mutualisation et d'harmonisation de tous ces acteurs.

L'animateur-modérateur

J'ai une première question à poser à tous les intervenants. On a, à cette table, quatre territoires différents ou similaires, il faut qu'on en discute : l'Alsace, la Lorraine, la Wallonie, un petit morceau de l'Allemagne. Qu'est-ce qui unit vos territoires en matière de culture scientifique, ou qu'est ce qui les sépare ?

Patrick BARANGER,
Chargé de mission culture scientifique et technique pour les Universités de Lorraine

Il me semble l'avoir implicitement dit tout à l'heure, nous n'avons pas la même histoire, et nous n'avons pas la même structure mais je pense que nous avons au bout du compte les mêmes finalités. Mais comme nous n'avons pas la même histoire, nous n'avons pas les mêmes objectifs à court terme. Ces particularismes locaux d'histoire et de structures nous obligent à décliner nos finalités différemment. Lorsque nous réalisons des expositions qui sont essentiellement itinérantes et non strictement pensées pour un lieu, nous sommes obligés de tenir compte des particularismes locaux.

Laurence MULLER,
Directrice des expositions au Pass à Mons en Belgique

Je vais faire un embryon de réponse sur ce qui nous unit : c'est l'enjeu de la synergie de tous les acteurs qui pourraient faire progresser cette notion de diffusion de la culture scientifique et technique. On a entendu parler de la relation à l'industrie, la relation avec les universités, implicitement, par l'absence d'une structure comme le Vaisseau dans votre région. Monsieur Baranger pose la question des synergies entre les lieux comme ceux-ci et les universités. On pourrait aussi parler de relation à l'école. Quels sont les liens entre l'école et nos structures ? En Belgique, on souffre de la difficulté à coordonner ces synergies et à les installer. Je me demandais si ce ne serait pas un de nos points communs et un point sur lequel on devrait mieux travailler.

En revanche, du côté du rectorat belge, il y a une différence que j'évoquais très brièvement un peu plus tôt, c'est que chez nous, cette notion de culture scientifique est quelque chose d'encore assez nébuleux, et pas du tout institutionnalisé contrairement à ce qui se passe en France depuis plusieurs années. Ça nous pose un problème clair et net tout simplement de reconnaissance institutionnelle. Sans vouloir revenir sur le congrès de l'AMCSTI de cet été, on a constaté une chose toute simple : on n'a pas eu de représentant de notre pouvoir régional alors que c'était un événement important. Je ne pense pas que ce soient de grossiers personnages, mais cela montre, je crois, que la culture scientifique est quelque chose qui reste encore très étranger à nos institutions. Ça renforce évidemment cette difficulté à créer des synergies parce que le concept même de culture scientifique est encore assez nébuleux. Je crois que c'est vraiment une différence même si j'imagine qu'il reste encore des progrès à faire chez vous.

Je voudrais encore poser une question par rapport aux autres lieux qui sont présents. On a parlé de plaisir, d'aspect attrayant dans des lieux comme celui-ci, mais il y a un enjeu qui me tient à cœur, c'est ce rapport entre culture et monde du loisir. De plus en plus, un certain nombre de lieux qui se revendiquent de la culture scientifique, à l'échelle de l'Europe, sont apparentés au secteur des loisirs, l'*entertainment*, comme disent les Anglais. Il me semble que c'est un des enjeux importants à aborder aussi. Je pense qu'on y est confronté régulièrement, en tout cas, pour les lieux institutionnalisés de culture scientifique.

Alain SPRAUER,
Représentant Madame le Recteur, Délégué académique à l'action culturelle à Strasbourg

Rapidement, par rapport à notre région, ce qui est spécifique, je pense, que c'est qu'on a la chance d'avoir des musées extraordinaires, aussi bien à Strasbourg qu'à Mulhouse. Je pense aux musées mulhousiens, on peut très bien aborder le sujet sous l'angle artistique, scientifique, on peut aussi y faire des lettres. L'aspect transversal me paraît intéressant à développer.

Dr Olivier MENTZ,
Directeur de l'Office Européen, Pädagogische Hochschule de Freiburg

Je voudrais intervenir au niveau de la culture éducative parce que je pense que là, il y a encore quand même une certaine différence entre l'Allemagne et la France. En général, même si ce n'est pas un clivage énorme, il y a des cultures assez différentes. En revanche, je pense que l'objectif que nous avons, avec une socialisation scolaire est quand même très similaire. Ce que nous voulons avoir à la fin, c'est la même chose des deux côtés du Rhin.

Je pense qu'il peut y avoir un véritable enrichissement de nos différentes cultures, et ça pourrait devenir un point qui nous unit de se rassembler pour voir où des aspects fonctionnent déjà bien, ou si d'autres ne fonctionnent pas du tout pour ne pas reproduire des erreurs, ou faire avancer les choses à plusieurs niveaux. Je pense que plusieurs régions différentes peuvent s'enrichir, justement parce qu'elles ont un objectif commun.

Marie-Christine CRETON,
Directrice honoraire de l'INSA, Présidente du Conseil Scientifique du Vaisseau.

Ce qui me semble rapprocher les lieux de CSTI, c'est la rigueur dans l'approche. Vous parliez de certains lieux qui se transforment en lieux de loisirs, de loisirs purs. Je crois qu'il faut faire attention, ici comme ailleurs. L'exigence de rigueur, de validation scientifique des ateliers, des présentations, des manips, etc., doit rester essentielle. Il ne faut pas se laisser aller à de l'à-peu-près. Et puis, vous venez de le dire, dans la mesure où on partage une même finalité, même si on a des histoires et des environnements différents, c'est l'échange de nos bonnes pratiques, de nos expériences qui compte. On va travailler prochainement sur la diversité : c'est un thème auquel on est tous confrontés et on va échanger sur des bonnes pratiques, sur des réflexions, se questionner. L'effet réseau est tout à fait fondamental, aussi bien au niveau transfrontalier qu'au niveau local. C'est dans cet esprit que le Vaisseau travaille. Rigueur scientifiques et réseaux sont deux points fondamentaux.

L'animateur-modérateur

C'est valable pour tous, mais ma question portait aussi sur le Grand Est. Est-ce qu'il y a des spécificités, par exemple, des thématiques privilégiées, dans lesquelles vous vous retrouveriez chacun ?

Laurence MULLER, Directrice des expositions au Pass à Mons en Belgique

Forcément, parce que tous, on essaie d'apporter des semblants de réponses, d'éclairer la réflexion des citoyens sur les grands enjeux scientifiques liés à l'évolution de notre société au sens large. Je pense qu'on a tous, d'une manière ou d'une autre, commencé à réfléchir sur les notions de développement durable, sur les questions d'énergie pour être encore un peu plus pointu sur cette grande thématique. Il y a des points communs car nous nous devons d'être des acteurs du monde tel qu'il bouge, tel qu'il se construit et tel qu'il évolue.

De la salle, Christian DOURNON

Je suis président du réseau Hubert Curien en Lorraine. Je voudrais simplement insister sur le fait que ce qui vient d'être évoqué, concerne essentiellement des lieux. La CSTI ne se développe pas que dans des lieux. On doit sortir, on doit aller à la rencontre du public quel qu'il soit, vers les jeunes, vers monsieur et madame Tout-le-Monde. J'aime bien la provocation: est-ce que le fait d'avoir des centres physiques, en dur, ou ne vaut-il pas mieux aller vers le public compte tenu de la situation actuelle ? Ce qui explique pourquoi on ne développe pas grand-chose en Lorraine sur des centres en dur.

L'animateur-modérateur

Contrairement à ici où l'on voit le Vaisseau ?

Dr Olivier MENTZ, Directeur de l'Office Européen, Pädagogische Hochschule de Freiburg

Je pense qu'il faut avoir les deux. Je le vois chez nous : ces lieux fixes sont de moins en moins fréquentés, en tout cas par les écoles. La Science House, par exemple, a eu du succès –relatif- simplement grâce à Europa Park. Les entrées étaient combinées : les élèves venaient pour avant ou après aller à Europa Park. S'ils y allaient avant, ils n'en sortaient pas donc la visite de la Science House n'avait pas lieu. C'est une des raisons pour lesquelles ça n'a pas fonctionné.

De surcroît, pour les enseignants, se déplacer vers un lieu extérieur, et pour des raisons de sécurité, devient de plus en plus difficile. Il y a donc cette nécessité d'aller aussi au-delà des murs, avoir les lieux d'une part, mais aussi se déplacer pour retrouver les personnes qui ne peuvent pas se rendre dans ces lieux. Il est indispensable d'avoir vraiment les deux aspects.

Alain SPRAUER, Représentant Madame le Recteur, Délégué académique à l'action culturelle à Strasbourg

C'est ce que je dirais aussi au niveau de l'école. Les écoles se déplacent dans les centres, dans les structures, mais nous allons également vers les écoles. On peut par exemple évoquer les conférences et les cafés scientifiques qui ont lieu régulièrement dans le premier et le second degré.

De la salle, Frédéric BIERRY, Conseiller Général, Président de la commission de la jeunesse au sein du Conseil Général du Bas-Rhin

Je suis président de la commission jeunesse au Conseil Général du Bas-Rhin et en charge donc du Vaisseau. Je voulais dire que par rapport à cette réflexion, on a souhaité mener une analyse de la provenance des visiteurs du Vaisseau. On a pu constater que certains territoires du Bas-Rhin avaient moins de propension à se rendre au Vaisseau et on a souhaité réagir à cela. On essaie de développer des activités de découverte des sciences dans les territoires constatés comme déficitaires. C'est ainsi que l'on s'est appuyé sur la fédération des MJC : à travers des animations populaires, on essaie d'investir des territoires plutôt mal desservis ou en tout cas qui avaient moins de propension à aller vers les sciences. On concilie un équipement de qualité à Strasbourg, mais aussi la volonté d'aller sur les autres territoires du département.

De la salle, Laurent SCHMITT, Directeur du Vaisseau

Je précise que cette manière de faire permet aussi d'entretenir la diversité associative et la diversité des opérateurs puisqu'un des souhaits du Conseil Général du Bas-Rhin était de ne plus faire un saupoudrage de subvention, mais de pouvoir avoir des actions dirigées, et de maintenir actifs autant que faire se peut, les opérateurs de terrain. Cela n'a pas été succès pour autant. Actuellement le Vaisseau mandate des opérateurs qui ne connaissent pas forcément bien la médiation scientifique mais connaissent le terrain, ce qui n'est pas l'apanage du Vaisseau. Les médiateurs de ces structures sont alors formés par le Vaisseau, si nécessaire. Je crois que c'est une réponse qu'on peut aussi donner entre avoir un établissement et ne pas en avoir. Il est très difficile au départ d'un établissement tel que le Vaisseau de connaître suffisamment le territoire pour être présent et donc on a besoin de s'appuyer sur des opérateurs qui eux le connaissent.

Laurence MULLER, Directrice des expositions au Pass à Mons en Belgique

Je crois que la provocation a beaucoup de vertus. Je vais vous donner une ébauche de réponse. J'insistais tout à l'heure sur les synergies. Je pense qu'il est indispensable pour des lieux comme nous d'être bien conscients qu'ils ne se suffisent pas à eux-mêmes pour être les grands chantres de la culture scientifique et technique. De notre côté, on essaye d'éviter ce piège. On n'est pas des lieux d'enseignement, qui peuvent apporter une démarque exhaustive, en revanche, on est des lieux d'éveil, de sensibilisation, qui donnent envie et qui donnent la possibilité à chacun de trouver des ressources, par exemple pour les enseignants. Dans notre cas, au Pass, on est devenu un partenaire privilégié du ministère de l'Éducation nationale, des enseignants. On les forme à l'utilisation de nos propres ressources mais on accueille aussi d'autres formateurs, on est des lieux qui produisent des outils pour faire plus et pour aller plus loin en dehors de la visite, et c'est vraiment indispensable.

De la salle, Anne-Catherine HAUGLUSTAINE

Je coordonne le jardin des sciences de l'université de Strasbourg. Je vous remercie d'avoir souligné le travail en partenariat qui est fait avec la fédération des MJC et le jardin des sciences. Je voudrais juste donner deux trois explications pour nos collègues non alsaciens. Le Conseil Général du Bas-Rhin via le Vaisseau a lancé un appel d'offres.

Je rejoins Laurent Schmitt et sa proposition de ne pas continuer le principe de subvention systématique pour lui préférer un système d'appel d'offres qu'il faut quand même reconnaître comme étant un système un peu plus complexe car les acteurs de terrain n'ont pas tous une connaissance aboutie des marchés publics.

Ce qui était intéressant pour nous, jardin des sciences, porteur d'un discours scientifique, c'était de s'associer avec la fédération des MJC qui a une réelle implantation dans les territoires. Grâce au travail qui est fait et qui est très proche, mes collègues pourront vous confirmer que tant sur le lot chimie que sur le lot astronomie, nous avons un travail de contenu et un travail de prise de position sur le terrain qui est très lourd. Ceci étant dit, nous sommes absolument ravis du résultat.

Si ce système peut continuer, et je profite d'être en présence de M. le Président, j'espère que nous aurons d'autres appels d'offres de ce type, parce qu'à partir du moment où on passe au dessus des contraintes administratives, il est absolument intéressant pour nous de s'associer avec d'autres acteurs de la culture scientifique au sens large, des acteurs de la médiation. On peut aller beaucoup plus loin avec des acteurs plus généralement dans le monde associatif dans les différents aspects de la culture. Ce qui serait peut-être intéressant, j'en profite pour le suggérer pour le prochain appel puisque ces appels vont tenir pendant deux ans donc on a un peu de temps avant de se lancer dans le nouvel appel en 2012, c'est peut-être de réfléchir aussi à des thématiques qui seront plus ouvertes et nous permettraient de nous associer avec des acteurs plus largement sur le terrain de la culture et pas uniquement de la culture scientifique et technique.

De la salle, Chantal VIS

Je suis militante à l'association Kalivie qui est une association de sauvegarde de la mémoire des mines de potasse d'Alsace. J'interviens car nous sommes très centrés sur un territoire et dans un endroit très précis et je voulais savoir si madame, qui venez de Belgique, vous êtes implantés sur un ancien territoire qui était lié au charbonnage. Je voulais savoir en quoi ce passé, cette mémoire était utilisée ou pas du tout.

Laurence MULLER,
Directrice des expositions au Pass à Mons en Belgique

Oui, on la traite, à plusieurs égards : dans le cadre général du programme de notre lieu, nous avons consacré une exposition permanente à ces questions qui se veut non pas de l'ordre de la reconstitution mais qui se veut une exposition sur les enjeux économiques et sociaux de cette mutation industrielle. C'est déjà un premier élément de réponse à votre question. Ensuite, nous avons aussi des activités assez régulières et temporaires sur ces questions. Enfin et surtout, depuis deux ans, nous sommes engagés dans un projet de coopération européenne INTERREG qui travaille sur le patrimoine industriel avec des partenaires français et belges. On a trouvé ça important de le faire, d'abord pour l'ancrage considérable que ça représente pour la population locale mais aussi pour les enjeux économiques, sociaux et technologiques que cette évolution industrielle met en lumière.

L'animateur-modérateur

Lors de la réunion du 28 septembre, si je me souviens bien, il y avait des propositions de réunions nationales sur quatre sujets différents que sont la coproduction, la médiation humaine, arts et sciences et histoire et mémoire. On vient d'avoir un exemple sur la mémoire, en revanche, la médiation humaine, on peut en dire quelques mots. Qu'est-ce que vous en pensez dans vos différents secteurs et dans vos différentes institutions ? Qui doivent être les médiateurs, des scientifiques ou non ? Est-ce qu'ils doivent être formés ou non ?

Marie-Christine CRETON,
Directrice honoraire de l'INSA, Présidente du Conseil Scientifique du Vaisseau

Qu'ils soient formés, bien évidemment, que ce soit un scientifique, pas forcément. Je pense que ce qui compte, c'est la qualité et la justesse du message qui est passé et la capacité à toucher les interlocuteurs. La médiation est absolument indispensable. J'évoquais tout à l'heure la montée d'Internet et des outils multimédias et encore une fois c'est une excellente chose, mais le corollaire, c'est une médiation humaine indispensable. Il faut tout de suite aider la personne à se situer correctement par rapport au message. Sur internet, quand un enfant ou un jeune est seul face à son écran, ou même dans du collectif, éventuellement, quoique je ne sois pas sûre qu'on arrive à faire du collectif quand on est face à son écran, je pense qu'il faut absolument un message d'explication, un dialogue, une réaction, c'est tout à fait indispensable.

Bernard ANCORI,
Vice-président Science en société de l'Université de Strasbourg

Juste quelques mots pour dire que je suis en total accord avec ce que vient de dire madame Creton. Que l'information puisse transiter par des moyens techniques plus ou moins sophistiqués, arriver d'un point à un autre grâce aux nouvelles technologies, très bien, mais ça n'est pas encore de la connaissance.

La connaissance demande une appropriation de cette information dans un contexte cognitif particulier qui est celui du récepteur de l'information et de ce point de vue, il faut apprécier la qualité de ce récepteur. Nul n'est mieux placé pour cela que l'être humain. On ne va pas demander à une machine de sélectionner des profils de récepteur. Je voulais aussi intervenir sur la remarque très importante qu'a faite Anne-Catherine Hauglustaine lorsqu'elle a parlé de conjuguer la culture scientifique et technique avec d'autres formes de culture. Je crois que c'est tout à fait essentiel. La culture est toujours une question de créativité, c'est quelque chose qui se crée. Être cultivé, c'est être capable de créer des choses, en tout cas à mon sens. De ce point de vue, il est tout à fait intéressant de s'apercevoir que les processus cognitifs qui sont à l'œuvre dans la création artistique et dans la création scientifique sont assez étonnamment semblables. On peut de ce fait capter d'autant plus facilement l'attention des publics que l'on va mêler. Je prends un exemple très simple qui m'avait paru absolument extraordinaire. Il y a deux ans, lors d'une exposition organisée par le Jardin des sciences, il y a eu une coopération entre l'université Louis Pasteur et l'université Marc Bloch. Cette exposition était consacrée à la cosmogonie. Deux discours avaient été mêlés de manière très intelligente, notre discours scientifique actuel sur la genèse de notre univers et le discours mythique des Dogons, un peuple de l'Afrique de l'Ouest, principalement installé au Mali, sur l'origine du monde. C'était tout à fait intéressant de voir les deux discours se mêler. Je pense que certaines personnes qui étaient intéressées par l'histoire des Dogons venaient pour cela, mais du coup, ils profitaient aussi du discours des scientifiques de notre tradition occidentale - et la réciproque est probablement vraie. C'est une piste très importante de vraiment développer cela, de mêler la culture scientifique et technique à la culture artistique, littéraire...

Un autre point sur lequel je voudrais intervenir est l'aspect « apprendre en s'amusant », qui est à la fois sympathique, dangereux, mais sans doute désormais nécessaire. Car les jeunes gens d'aujourd'hui vivent dans des temps courts qui sont ceux du jeu électronique ou d'une émission de télévision.

Il y a là un changement culturel important, par rapport aux gens de ma génération par exemple. Nous vivions dans des temps beaucoup plus longs, des séquences d'apprentissage d'une discipline qui occupaient jusqu'à soixante-quinze heures de cours magistral annuel lors des années de licence et de maîtrise ! Cela n'existe plus guère, car l'accélération de toutes choses dans nos sociétés, liée au régime d'innovation permanente que j'évoquai en entrée de cette table ronde, fait que les étudiants actuels trouveraient de telles séquences longues fastidieuses, car contrastant par trop avec les rythmes du changement qui sont les leurs dans d'autres types d'activités des rythmes beaucoup plus rapides. Plus généralement et plus précisément à la fois, les enquêtes PISA ont montré que les principales causes de la désaffection des jeunes pour les filières scientifiques ne tiennent pas tant à la difficulté des contenus enseignés qu'aux méthodes d'apprentissage de ces contenus le cours magistral, encore et toujours. Il faudrait imaginer de nouvelles méthodes qui, tout en étant rigoureuses, et c'est là qu'il faut être habile, soient plus ludiques pour mieux faire passer les messages et mieux capturer les publics que l'on veut amener vers la culture scientifique et technique.

De la salle, Marlène PRO

Je m'occupe du département des publics au Muséum Aquarium de la ville de Nancy et je voulais simplement prolonger ce que monsieur vient de dire vu que vous avez posé une question qui touchait à la médiation scientifique, j'allais dire médiation culturelle. Il me semble qu'on est dans le même sujet avec des personnes qui s'adressent à des publics que ce soit pour un tableau ou pour autre chose, c'est le même travail. Pour approfondir ce que Monsieur vient de dire, je voulais juste faire remarquer que quand on parle de médiation humaine, on se questionne toujours sur les connaissances scientifiques que le médiateur peut avoir, mais assez rarement sur la capacité d'adaptation au public que peut avoir le médiateur. En ce sens, ce métier doit être confié à des professionnels qui connaissent tous les publics. Il a été dit tout à l'heure qu'il était nécessaire de savoir s'adapter à tous les publics pour que le discours de CSTI passe et pour savoir s'adapter à des 3-5 ans comme à des adultes, comme à des personnes âgées ou à des personnes malvoyantes ou à des personnes handicapées mentales. Toutes connaissances là participent d'une professionnalisation des personnes et ça ne peut pas passer simplement par un public de médiateurs étudiants qui fait ça ponctuellement. J'ai vraiment l'impression que dans ces questionnements liés à la CSTI, dès lors qu'il s'agit de toucher tous les publics, il faut vraiment prendre en compte la nécessité de professionnalisation pour adapter les propos, les rendre ludiques, pour intéresser le public.

Patrick BARANGER, Chargé de mission culture scientifique et technique pour les Universités de Lorraine

Je voulais réagir par rapport à nos spécificités, du fait que des médiateurs, nous en avons quantitativement peu puisque nous avons peu de structures et que, de ce fait, nous sommes obligés de trouver des expédients pour pallier ce manque quantitatif de professionnalité. De ce point de vue, ça va interroger très vite la place du scientifique, voire pour nous dans les universités celle du chercheur, dans la démarche de contact avec le public. Nous avons parfois de grandes désillusions en voyant des collègues, amis mêmes, enseignants chercheurs qui s'avèrent être de bien piètres médiateurs au regard du grand public.

Néanmoins, pour satisfaire cette exigence de rigueur, nous avons l'habitude de dire que le chercheur, le scientifique doit être présent derrière chacune de nos actions - directement ou indirectement - pour valider scientifiquement l'action qui est la nôtre. Il y a deux moments où il doit être présent physiquement, directement parce qu'il y a une demande du public: c'est lorsque l'on a pour objectif principal d'attirer vers les carrières et les formations parce que là, c'est irremplaçable, le médiateur ne peut pas symboliquement témoigner aux yeux du public qui s'interroge sur ces questions de carrière, il y a la nécessité de présence du scientifique et du chercheur. Le deuxième moment de nécessité de la présence du chercheur, c'est quand on est dans le cas du débat citoyen où l'on se rend compte que le public qui ne vient pas seulement pour s'informer mais vient pour débattre des enjeux sociétaux de la science et de la place de la science dans la société contemporaine, il veut interpeller les scientifiques et paradoxalement, ils ne sont pas toujours les mieux placés pour répondre à ces interrogations. Parfois, on se dit même que les décideurs politiques, les financeurs publics, ou privés seraient bien mieux placés pour répondre à cette interpellation. Il n'empêche que la demande du public, c'est bien la présence du chercheur avec qui on veut en découdre sur la question des choix technoscientifiques de nos sociétés.

Laurence MULLER,
Directrice des expositions au Pass à Mons en Belgique

On a tous ici le souvenir d'un prof, d'un personnage qui nous a émus ou nous a amusés. Je crois en la science par l'émotion, une émotion qui peut venir d'une exposition magnifique, d'un médiateur hors pair qui ne doit pas nécessairement être chercheur, mais qui peut l'être. En tout cas, je pense qu'il est fondamental d'avoir des professionnels de la communication ou en tout cas des gens qui sont capables de transmettre leurs émotions. Les déficits dans les études scientifiques viennent aussi en partie de là. J'ai tendance à dire : tous les jeunes aujourd'hui ont envie de changer le monde mais il n'y en a pas beaucoup qui savent que ça peut passer par les sciences. Les jeunes chercheurs oublient aussi peut être parfois de parler des enjeux de leurs métiers, d'avoir conscience des enjeux sociétaux de leurs métiers, de la fantaisie qui fait aussi partie de leurs métiers. Un court témoignage : un jour, j'entre dans le bureau d'une de mes collègues qui est docteur en biologie en charge du service éducatif chez nous, et je vois une espèce de fusil à canon scié monté sur une structure en bois. Je lui demande ce que c'est et elle me répond comme une évidence, ça ce n'est rien, c'est pour extraire l'ADN. Elle m'a expliqué les trésors d'inventivité dont font preuve les labos et j'ai vraiment le sentiment que c'est trop peu visible.

« GOUVERNANCE DE LA CSTI, TANT AU PLAN NATIONAL QUE LOCAL »

TABLE RONDE N° 2

Participent à cette table ronde :

- > Mme Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'UNIVERSCIENCE
- > M. Gérard BINDER, Président de la Nef des sciences (Mulhouse)
- > M. Frédéric BIERRY, Conseiller Général du Bas-Rhin
- > Mme Laure CHERMERY, Cheffe du service «Accès au savoir», Conseil Général de l'Essonne
- > M. Antoine AGATHON, Directeur des projets au sein du pôle Alsace BioValley

La table ronde était animée par Jacques-Olivier Baruch, Journaliste scientifique

L'animateur-modérateur

La deuxième table ronde traite de la gouvernance tant au plan national que local. Je demande à Claudie Haigneré, Présidente d'Universcience, de venir sur la scène. Gérard Binder, Président de la Nef des sciences de Mulhouse, Frédéric Bierry, conseiller général du Bas-Rhin, Laure Chémery chef du service accès au savoir du Conseil Général de l'Essonne et Antoine Agathon directeur de projets au sein du pôle Alsace Biovalley et ancien Président de l'association des Petits Débrouillards Alsace.

Donc voilà quelle gouvernance est un sujet qui intéresse effectivement tout le monde. Depuis le 28 septembre les choses ont dû changer, c'est peut être un peu flou encore à ce moment là, peut-être que ça l'est un peu moins. Je vais demander à Claudie Haigneré si elle peut nous faire un petit panorama de ce qui a avancé depuis, où ça en est aujourd'hui.

Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'Universcience

Oui, merci beaucoup. Je dois dire que déjà je suis vraiment très très heureuse d'être avec vous ici dans le cadre de ce forum interrégional. Le premier forum décentralisé, merci Laurent Schmitt, merci M. le Président et Christine Welty qui a participé à l'organisation de nous avoir réunis. Je trouve que la première table ronde nous a montré toute la diversité d'un écosystème avec des acteurs multiples, avec des enjeux on l'a bien compris importants puis le fait que vous ayez cette ouverture aussi je trouve très spécifique à votre région, à des acteurs de culture et de réflexion différentes que ce soit la Belgique, l'Allemagne. Je trouve vraiment très très intéressant de pouvoir décliner des choses comme ça comme on se l'était promis à partir de ce forum du 28 septembre que vous évoquez et je suis très très heureuse car c'est un très très joli cas d'école que de pouvoir parler de gouvernance ici dans cette région d'Alsace avec les différents acteurs. Et je trouve formidable que cela se mette en place comme ça. Alors avant le 28 septembre, pour rappeler peut-être à ceux qui n'ont pas suivi toutes les choses, j'ai donc la grande chance de présider Universcience, un établissement public créé au 1er janvier, qui regroupe le Palais de la découverte et la Cité des Sciences et de l'Industrie et qui dans ses missions, qui sont des missions communes avec les vôtres, aller sur la vocations, la transmission du savoir, le partage, a une mission qui est de devenir un pôle national de référence fédérant, structurant et animant une politique de culture scientifique et technique. Voilà, c'est pour ça qu'on est réuni et qu'on met des choses en place. Et c'est vrai que j'étais ravie d'entendre le compte rendu du Sénat ce matin dans l'examen de la loi de finances où on parle spécifiquement de la culture scientifique et technique et je me dis que cette action, cette voix, cette impulsion qu'on peut donner, ça commence à porter ses fruits et qu'on doit aller plus loin dans la façon de s'organiser, de porter le message et d'avancer. La mission donnée à Universcience dans le décret, qui est de devenir un pôle national de référence, elle va se compléter par une lettre de mission spécifique que le Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et du Ministère de la Culture sont en train d'écrire pour préciser ce rôle de pôle. Je pense qu'on l'aura la semaine prochaine. J'aurais aimé l'avoir aujourd'hui pour la diffuser, en parler plus précisément, mais bon on en a déjà longuement discuté, c'est que je viens dire : animer, structurer, fédérer.

Vous savez sans doute aussi que le Ministère a transféré une partie des crédits à Universcience, ceux qui concernent les CPER pour les centres de culture scientifiques et techniques et des centres de culture scientifiques et techniques hors CPER.

L'animateur-modérateur

Les contrats de projet État-région...

Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'Universcience

Les contrats de projet État-région. Donc ils font partie de la mission qui est confiée uniquement donc pour les centres de culture scientifique et technique. Cette lettre pour la mission de pôle et puis quelque chose qui va vous concerner les uns et les autres acteurs : une inspection que le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le Ministère de la Culture vont mettre en place. Je n'ai pas la lettre précise de cette inspection qui est chargée de faire un état des lieux, un recensement des acteurs de la culture scientifique et technique et d'accompagner Universcience et les acteurs dans la mise en place de la gouvernance à venir de la politique de culture scientifique et technique. Ces inspecteurs vont se mettre au travail très vite pour avoir un rapport d'étape pour février, je crois, sur les premiers éléments. Vous savez tous qu'on réfléchit quand on parle de gouvernance ou de cogouvernance à comment constituer un conseil stratégique territorial, national qui permettrait d'être une instance d'élaboration des stratégies et des recommandations. On sera accompagné par l'inspection aussi pour mettre ça sur pieds.

Mais comment a-t-on fait ? On a mis en place ces forums, pas seulement Universcience, parce que ce n'était pas le propos, car on a simplement un rôle de fédération et d'animation, donc on l'a fait avec un comité de pilotage dans lequel étaient présents bien sûr l'AMCSTI et des centres de culture scientifique, Éducation nationale, universités, les Petits Débrouillards, enfin beaucoup de membres divers. Ce comité de pilotage s'est réuni après le forum territorial pour voir un petit peu comment on pouvait continuer à avancer, ce qui a émergé assez sensiblement c'est que bien sûr il y a des thématiques sur lesquelles il faudrait qu'on arrive à travailler, se structurer et pourquoi pas aboutir à un moment donné à des appels à projets spécifiques sur certaines thématiques mais surtout sur le fait qu'on a besoin d'une organisation territoriale qui puisse permettre d'être visible, audible et de vraiment présenter une stratégie. Vous savez qu'il y a un exercice en ce moment en cours au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche après l'exercice de la stratégie nationale de recherche qui est cet exercice de stratégie territoriale qui est une première partie de cartographie, état des lieux et ceux qui sont dans les universités ou les organismes de recherche savent que c'est déjà bien avancé.

La partie culture scientifique et technique n'a pas fait vraiment partie du champ d'action en revanche il faut qu'on s'y mette aussi sur ces stratégies territoriales prenant en compte les spécificités de chacun des territoires. Donc il y a vraiment un intérêt aujourd'hui à réfléchir à qu'est-ce que pourra être une plate-forme sur le territoire, qui mette en synergies les acteurs, qui déclinent ses spécificités mais qui soit aussi en cohérence avec une stratégie nationale et je pense que c'est un des objectifs importants qu'on peut discuter. On a plein d'idées parce qu'on peut se dire aussi que par exemple la maison Universcience, située plutôt sur la région parisienne, sur Paris est pourquoi pas un bon moteur d'une émergence d'une plate-forme territoriale Île-de-France. Bon, tout ça c'est à réfléchir, à définir. Je crois que chacun des territoires doit se dire : quel est le meilleur rayon, la meilleure organisation, la meilleure façon de se mutualiser, d'aller ensemble ? Doit-il avoir un référent ? Quel référent ? Comment ça s'organise ? Donc voilà on a avancé, mûri, sur ces choses là par rapport au 28 et l'objectif de ces forums, de ses réflexions c'est de le préciser. On a eu des contributions qui nous ont été envoyées après le dernier comité de pilotage venant de quelques uns des partenaires, après le livre blanc, aussi, de l'AMCSTI qui avait donné quelques éléments. Je ne prends pas la parole trop longtemps parce que j'ai beaucoup de choses à dire mais je les dirai après, par contre j'aimerais bien entendre la réaction de chacun de nos partenaires justement parce que c'est ça qui va nous enrichir et qui va permettre d'avancer sur quelque chose de plus construit.

L'animateur-modérateur

Merci. Si vous souhaitez réagir ou obtenir plus d'explications, allez-y. Vous pouvez commencer Gérard Binder.

Gérard BINDER, Directeur de l'ENSISA, Président de la Nef des sciences

Tout d'abord deux points pour réagir aux propos de Madame Haigneré : il est clair que l'on a besoin d'une stratégie territoriale. Vous nous interpellez sur la région Île-de-France et Paris, qui domine par sa taille mais également par ses institutions de recherche, ses centres de recherche, le nombre de ses universités, d'étudiants sur son territoire. Très clairement il y a Paris-Île-de-France, qui a un régime spécifique, et le reste de la France qui ne peut s'y comparer, d'aucune manière.

Puisque le thème est la gouvernance et la stratégie territoriale, il est vrai que les choses commencent à s'organiser sur le territoire. Depuis 2008 il existe un label « Science et Culture - Innovation » attribué par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur des critères très simples dont l'un d'entre eux, est justement la gouvernance. Alors que se passe-t-il sur le territoire alsacien ? Peut-être est-ce le moment de rappeler que la Nef des sciences que je préside a reçu ce label en 2008, ce qui nous confère évidemment une responsabilité un peu régionale sur le territoire mais très clairement il existe une politique régionale à l'initiative de la région Alsace. Dans le contexte de cette politique et avec le Jardin des sciences de l'université de Strasbourg, nous sommes en quelque sorte, têtes de pont, porteurs de projets. Les dossiers de l'ensemble des acteurs et ils sont nombreux, comme l'AMUSS, les Petits Débrouillards..., tous les partenaires qui sur le territoire intègrent leur projet dans cette logique territoriale, sont portés par ces deux structures. Mon propos n'est pas de faire ici de la culture scientifique, mais cela m'évoque le mouvement brownien, c'est-à-dire le mouvement des molécules agitées par la température et dont la vitesse moyenne est strictement nulle. Le défi, lorsque vous avez une grande richesse, une grande activité c'est d'arriver à donner du sens.

Pour la Nef des sciences la notion de gouvernance passe également par des partenariats avec les centres de recherche, comme avec l'INSERM pour le Mois de la santé et de la recherche médicale en Alsace ; c'est également le partenariat que nous avons avec l'INRA. Il faut rappeler que c'est à Colmar qu'on a fauché récemment des vignes génétiquement modifiées. On voit bien tout le travail qui reste à accomplir pour donner une bonne place à la science, à la culture scientifique et technique. Le problème est que « l'écart se creuse », comme l'a exprimé monsieur Ancori, au sein même de notre pays et qu'il faut rester très vigilant et lutter contre l'obscurantisme. Toujours à propos de mode d'organisation et de gouvernance, je voudrais parler de notre partenariat avec le Rectorat, notamment avec la ZEP d'un quartier difficile à Mulhouse, dont la Nef des sciences a été l'un des deux pôles d'excellence avec l'ENA. Pour finir, toujours en termes de gouvernance, un partenariat a été signé entre le Conseil Général du Haut-Rhin et la Nef des sciences pour valoriser les musées, pas seulement les musées de la région mulhousienne, qui possède sans doute une des plus belles collections techniques d'Europe, mais aussi les autres musées et sites patrimoniaux du Haut-Rhin.

Donc il est clair que la gouvernance passe nécessairement par des partenariats, par une mise en synergie, de telle manière que tous les acteurs travaillent dans le même sens.

Frédéric Bierry, Conseiller général, Président de la commission de la jeunesse au sein du Conseil Général du Bas-Rhin

Oui quelques remarques un peu dans le même sens aussi. D'abord pour me réjouir qu'il existe une stratégie nationale tout à fait en concordance avec les objectifs que l'on peut avoir sur les territoires. Et d'ailleurs la première table ronde en a relevé les enjeux. On constate que globalement les enjeux, que ce soit au niveau national ou au niveau des territoires, sont très proches.

Il y a la même volonté affichée, les mêmes objectifs auprès des populations et la volonté de toucher aussi les territoires et les populations qui sont peut-être aujourd'hui privés ou éloignés de l'éducation aux sciences. C'est un premier élément.

Moi je me réjouis aussi de ce souhait de s'adapter aux territoires et non de venir avec une vision parisienne à calquer sur les territoires. C'est important. Premièrement, pour la région Alsace la situation est complètement différente de la région Rhône-Alpes, on n'est pas sûr les mêmes tailles de territoires ni sur les mêmes enjeux. Deuxièmement, ce qu'on peut dire sur nos territoires est à l'image de tout ce qui a déjà été dit. On a la chance d'avoir des équipements préexistants de qualité, des initiatives de bon niveau aussi, il y a presque foison d'actions sur cette thématique. Donc des financements et une sensibilisation à tous les échelons de la culture scientifique. Pour l'avenir, il y a aussi une volonté forte, à savoir que le Conseil Général du Bas-Rhin et la région Alsace ont participé au projet d'université pour 100 millions, je parle sous le contrôle du Président, chacun.

Donc il y a aussi un moment donné des financements et des volontés abondées en parallèle par le grand emprunt. Donc il y a à la fois une volonté territoriale et une volonté nationale d'aller dans ce sens-là. Aujourd'hui on a tous les atouts pour réussir et relever les enjeux qui ont été... qui sont devant nous. Pour autant on ne les relèvera que si on mutualise et que si on travaille vraiment en synergie. Parce qu'on constate qu'il peut y avoir parfois des concurrences qui se développent entre les équipements, entre les différents acteurs et là je pense que du coup Universcience peut avoir un rôle important à jouer comme autorité reconnue par l'ensemble des acteurs. Dans la gouvernance il faut à la fois impliquer tous les acteurs des territoires et je ne voudrais pas non plus qu'on oublie à côté des équipements existants, des universités, le monde industriel. Parce que je pense qu'il ne faut pas négliger cette déclinaison ainsi que le monde associatif sur le terrain. Ils contribuent tous à l'ouverture à la culture scientifique. Tout l'enjeu est de laisser la place aux acteurs du territoire, de créer la synergie entre eux mais aussi d'avoir un pilote dans l'avion, que tout le monde reconnaît.

L'animateur-modérateur

Au niveau associatif justement, comment voyez-vous cette évolution ?

Antoine AGATHON,
Directeur de projets au sein du pôle Alsace Biovalley, ancien Président de l'association des Petits Débrouillards Alsace

Bonjour, merci déjà de m'avoir convié à cette table ronde. J'ai l'honneur de représenter l'un des mouvements associatifs de la région : les Petits Débrouillards.

C'était le premier élément sur lequel je voulais intervenir et puis ensuite je reviendrai sur une des remarques de madame Creton concernant le « i » de CCSTI, qui est effectivement un manque et une des pistes d'amélioration et de consolidation du mouvement, enfin des mouvements. Je souscris complètement à ce qui a été dit : effectivement au niveau local, au niveau territorial mais aussi au niveau national, les Petits Débrouillards s'inscrivent dans une volonté de cohérence, de coordination de l'ensemble des activités de CST. Ça c'est bien évident. Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il y a des complémentarités, il y a des stratégies, il y a des expertises qui sont différentes. Chacun apporte sa richesse. Chacun apporte aussi des lieux d'activité qui sont différents, dans des centres tels que le Vaisseau, dans des villages, dans des centres socioculturels, dans des classes, dans des écoles, etc. Donc je pense qu'il y a de la place pour tout le monde et qu'aujourd'hui on est bien au-delà d'une vision concurrentielle des différentes structures de CCST. En tout cas en Alsace ça fonctionne plutôt bien même si je pense qu'on peut encore aller plus loin. Il y a des choses qui peuvent être encore optimisées, mutualisées mais effectivement il y a quelque chose qui fonctionne bien et notamment sous l'impulsion de la région Alsace qui est très favorable à la mise en place de mutualisation. Comment aller plus loin au-delà des actions ? Il y a peut-être des mutualisations de formations d'animations, des mutualisations de comment concevoir des outils pédagogiques communs, des expositions, des malles pédagogiques, des choses comme ça. Je crois qu'il y a plein de choses à imaginer, pour qu'il y ait de la richesse dans les outils proposés aux enfants. Autre point que je voudrais évoquer, dans cette idée de mutualisation, c'est dire qu'aujourd'hui on peut arriver à collaborer pour essayer de mieux s'organiser mais pas pour être plus visible et plus compréhensible de la part d'un interlocuteur extérieur. Et là je viens justement sur le « i » de CCSTI par rapport à une autre casquette que j'aie : mon activité professionnelle. Aujourd'hui, je travaille dans un pôle de compétitivité qui est un pôle en santé et qui est une figure emblématique de l'économie de la connaissance justement où les pôles sont un peu l'interface entre la recherche, l'université et le monde industriel. Et aujourd'hui force est de constater que la CST n'est pas du tout impliquée dans la politique des pôles, et pas du tout reconnue en tout cas par le Ministère de l'Industrie qui labellise les pôles de compétitivité. Cela ne fait pas partie des éléments d'évaluation des pôles.

Donc, n'a-t-on pas déjà au niveau du monde de la CST, un effort de coordination pour être plus visible par rapport aux pôles, par rapport au monde industriel pour essayer justement d'avoir un « i » qui est plus important ? Et puis après, d'un point de vue plus pragmatique, on est tous confrontés à des problèmes éthiques de financements, en particulier les mouvements associatifs. Enfin, il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt c'est vrai que le monde industriel, le monde privé peut être une source de financement complémentaire sans vouloir parler que de sponsoring, etc. mais je pense qu'on peut vraiment avoir des partenariats intéressants avec l'industrie. Donc pourquoi ne pas travailler ensemble ? C'est un petit peu tout est rose cette manière de présenter les choses mais je pense qu'il y a une réflexion commune à mener dans ce sens-là.

L'animateur-modérateur

Merci monsieur Agathon. Laure Chémery alors vous c'est la région Île-de-France ?

Laure CHÉMERY,
Cheffe du service Accès au savoir du Conseil Général de l'Essonne

C'est le département de l'Essonne. On est dans un département - c'est important quand on parle de politique territoriale - qui est particulier : il est au sud de l'Île-de-France, la moitié de son territoire c'est du périurbain de moins en moins dense et pour moitié ce sont des terres agricoles. Ce qui veut dire des choix spécifiques en termes de politique d'aménagement. Ainsi, il n'est pas pertinent de penser s'équiper d'un lieu recevant du public quand on est à 25 km des quatre grands lieux parisiens et quand on n'a pas de ville centre non plus, contrairement à d'autres régions. Donc c'est pour ça que le choix était fait d'incarner la politique du Conseil Général sous la forme d'un site Internet « la banque des savoirs » dont je n'ose pas imaginer que vous ne la consultez pas régulièrement... (*rires dans la salle*). Enfin en tout cas soixante-dix mille visiteurs le font chaque mois.

Je vais remémorer un peu... D'abord je suis là j'ai une double casquette : je suis là en tant que Département de l'Essonne et puis je suis là au titre de l'AMCSTI donc avec des fois où les discours seront communs et des fois ils se sépareront. Ça fait dix ans que le Conseil Général de l'Essonne s'est doté d'une politique de culture scientifique adossée au développement économique par le soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche. Il faut savoir que l'Essonne abrite 10% de la recherche publique française avec tous les grands équipements qui sont le long de la ligne de Sceaux : Polytechnique, la fac d'Orsay, le Grand Campus du CNRS, le CEA à Saclay qui de plus est aujourd'hui au centre de grands projets nationaux avec l'OIN du plateau de Saclay. Et puis une deuxième zone avec toutes les sciences du vivant autour d'Évry et du Genopôle. Il y a dix ans, le Conseil Général décide de lancer une politique de soutien à la recherche et à l'enseignement supérieur. Il l'a assortie d'une politique d'accès aux savoirs. Je pense que la motivation principale des élus a d'abord été le souci pour la désaffection des jeunes pour les sciences, une volonté d'éviter une fracture scientifique. En Essonne on a à la fois des secteurs, des communes, des villes extrêmement bien dotées jolies, tranquilles, entre guillemets riches et puis on a aussi des zones un peu à problèmes. Des noms comme Grigny, Évry, Corbeille Essonne, j'imagine que ça tilte tout de suite pour vous parce qu'elles font souvent la une des journaux pour les problèmes sociaux qui s'y posent. Donc la volonté était d'aller vraiment vers ces publics éloignés de la science pour essayer de combler cette fracture scientifique. Il y a aussi, je pense, quoique les élus ne le disent jamais alors là je parle en tant qu'individu, il y a une volonté de justifier quand on met 30 millions d'euros chaque année en soutien à la recherche et à l'enseignement supérieur de dire « regardez ce qui se passe dans les labos ». Il me semble que pour un élu cela peut être une nécessité de dire « regardez, je soutiens ces labos mais voyez ce qui se passe dedans, sachez à quoi sert cet argent ».

Du point de vue des dispositifs on en a essentiellement deux : un site Internet de vulgarisation scientifique qui est fait avec tous les acteurs du territoire et puis du soutien, de la subvention aux acteurs qui veulent faire des actions de culture scientifique. Parce qu'on n'oublie pas, comme le disait la Recteur tout à l'heure, le réel, la nécessité d'aller vraiment vers les publics, de faire de la manipulation, de l'animation des choses. Donc on lance des appels à projets et avec le temps a émergé un vrai tissu d'acteurs. Quand on lance nos appels à projets c'est à chaque fois cinquante dossiers qui reviennent, il y a un foisonnement d'initiatives au niveau local. Au bout de quelques années cela a conduit à des questions de gouvernance. Je vais y revenir car je n'oublie pas le sujet. Avant mon arrivée, le dispositif était à mon avis bien articulé. Par exemple, à chaque fois qu'il y a un soutien à la recherche et l'enseignement supérieur en investissement dans les laboratoires il y a une clause d'obligation de faire de la CST. C'est une clause non coercitive, qui n'est pas assortie d'une réduction de subvention au cas où. Mon Vice-président, de temps en temps, veut aller dans ce sens là et puis moi je lui dis non parce que je crois que ça a été dit tout à l'heure, si un labo veut justifier qu'il a fait de la culture scientifique, il arrivera toujours à le faire, notamment en disant que quelqu'un a publié un article, a participé à une conférence, etc. Et puis ceux qui ne veulent pas le faire, autant qu'ils ne le fassent pas car ça peut être contre-productif. Donc moi qui suis généralement à poigne là je dis : « Non, non, pas de coercitif », il vaut mieux rappeler cette obligation mais ne pas la faire jouer. Il y a aussi un gros effort d'articulation en interne parce que la direction de la culture - qui est forcément une direction assez importante - a retenu l'axe scientifique comme un des axes majeurs de sa politique, ce qui je crois, est assez exceptionnel. Ils ont une politique de patrimoine scientifique, il faut dire qu'en Essonne on a quelques beaux objets patrimoniaux ou de l'instrumentation donc il y a toute une politique autour de ça. Et puis aussi un volet art et science avec une biennale d'arts plastiques il y a aussi une autre biennale d'arts numériques mais tout cela est plus porté par la direction de la culture. Nous faisons partie de leur système de gouvernance sans être animateur. Pour l'accès au savoir proprement dit, nous avons développé beaucoup d'outils de gouvernance : une conférence départementale qui est comme un conseil scientifique composé des principaux organismes de recherche, des présidents et directeurs d'organismes de recherche, que l'on réunit régulièrement autour d'une thématique. Il faut dire que là ce qu'on attend surtout c'est qu'ils rappellent à toutes leurs troupes que le CG tient à cette politique et que quand le CG les sollicite pour participer à des articles sur la banque des savoirs, des conférences, etc., qu'ils acceptent. Mais on met aussi à chaque fois des thèmes, des sujets d'orientation au sujet desquels ils ont à s'exprimer.

Ensuite l'instance de gouvernance qui marche à mon avis le mieux, en tout cas celle pour laquelle il y a le plus d'assiduité, c'est celle qui consiste à aider à l'instruction des projets qui nous sont remis dans le cadre de l'appel à projets. Donc on a différentes structures, pas des structures soumissionnaires mais l'éducation nationale, nos collègues en interne de la culture, des collègues, etc., qui nous aident à examiner puis à voir où on va diriger notre argent et éliminer des dossiers si on considère qu'ils ne sont pas de bonne qualité. Cette instance fonctionne, à mon avis, étonnamment bien. On a aussi une instance pour la banque des savoirs, qui elle est plus intellectuelle, parce que l'ordre du jour mis sur la table et plus un ordre d'orientation de fond. On ne consulte pas en permanence sur les articles qu'on va publier, ni sur nos choix éditoriaux au jour le jour, mais plus sur « comment tenir compte des jeunes sur un site Internet », « le web 2.0 », « la science et société », sur des grandes orientations générales et là c'est extrêmement suivi parce que je pense que quand les organismes de recherche envoient leur représentant, je pense que la réflexion leur est utile également. Je passe maintenant...

L'animateur-modérateur

Court...

Laure CHÉMERY, Cheffe du service Accès au savoir du Conseil Général de l'Essonne

Court ? Ah bon ? En fait, je pense que c'est très bien qu'au niveau national s'engage une démarche de ce type, de travail collectif avec les acteurs même si ce n'est pas toujours facile puisque sur un territoire bien plus réduit, avec des acteurs très différents, comme le CEA/Saclay, une université, un PRES, qui ne s'est pas vraiment donné la compétence culture scientifique, mais qui veut quand même participer aux instances, des petites associations de culture scientifique, des MJC, des bibliothèques - ce n'est pas toujours facile de trouver une langue commune, une culture commune et en même temps nous on ne voit pas d'autres solutions. C'est ce qu'on dit souvent : on est plus intelligents à plusieurs que tout seuls même si on s'arrache plus les cheveux à plusieurs que tout seuls. Voilà, je vais arrêter là.

L'animateur-modérateur

Merci. Une première question que je souhaite poser, en rapport avec le forum du 28 septembre. Claudie Haigneré vous disiez que vous avez demandé au Ministère d'avoir du personnel en plus pour bien séparer ce que vous faites dans Universcience et ce que vous ferez dans l'agence de moyens pour la culture scientifique. Est ce que vous pouvez nous dire où cela en est ? Si vous avez eu un retour ?

Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'Universcience

Peut-être ne pas rentrer dans le détail. Bon j'ai parlé des transferts budgétaires et c'est vrai que dans la lettre qui va aller avec les transferts budgétaires, j'ai demandé qu'il y ait au moins un ETP pour accompagner la gestion de ces éléments et puis il y a des gens formidables qui suivent les contrats de projet État-région qui vont être les interlocuteurs privilégiés qui sont les DRRT que vous connaissez bien dans les régions et qui vont sûrement travailler beaucoup en coordination avec nous sur ce sujet. Est-ce qu'on a la possibilité de montrer les quelques slides qui permettent que chacun soit au même niveau d'information ? Parce qu'on avait préparé des choses qu'on avait présentées justement au comité de pilotage. Il y a un point d'opportunité qui fait aussi que c'est important de réfléchir à cette gouvernance, à cette organisation. Il y a non seulement le fait qu'effectivement cette mission de pôle national de référence nous impose de réfléchir et travailler ensemble et puis l'opportunité des investissements d'avenir avec, au sein de l'axe « égalité des chances » la promotion de la culture scientifique et technique. Cinquante millions d'euros qui devraient être mis en ouverture avec un appel à projets qui devrait être publié en décembre, début décembre. [*Projection des documents préparés par Universcience. Voir l'annexe au présent document.*] Peut-être la toute première non ? Voilà c'était pour reprendre un peu les choses. Le forum territorial on l'a dit, le groupe de pilotage qui l'avait préparé et puis ce forum qui se poursuit par des forums régionaux dont le premier aujourd'hui. Le comité de pilotage du forum, on peut imaginer qu'il change un petit peu de forme et de composition pour accompagner cette réflexion, définition de plate forme territoriale et puis la réflexion sur le grand emprunt. C'est un groupe qui préfigurerait le fameux conseil stratégique qui permettrait d'être cette instance de sages et consensuelle, qui permette de donner les recommandations. Ce qu'on a mis « groupe de réflexion thématique » c'est issu du forum territorial du 28 septembre, de se dire qu'il y a des grandes actions sur lesquelles il faut sûrement qu'on se structure : ressources numériques, patrimoine, qualification, professionnalisation des médiateurs... Quelques actions qui avaient été rappelées par Laurent Chicoineau en particulier. Et puis donc la partie Grand Emprunt, c'est pour ça que j'en reparlais à l'instant qui est un des critères structurants de l'appel à projets c'est justement de dire : ces projets qui vont être présentés dans le cadre de l'appel « égalité des chances », ils sont là pour structurer davantage le paysage.

Préparons-nous à nous structurer à un moment donné pour avoir cet effet de levier. Voilà pour cette... donc l'appel à projet, les membres du comité de pilotage l'ont tous plus ou moins vu puisqu'il y a eu un groupe de travail qui a travaillé avec l'équipe du commissariat général aux investissements. À quelques nuances près ça va être la dernière version qu'on a vue et ça va sortir très bientôt. Je pense que les choses vont se mettre en route après assez vite alors sous quelle forme, peut-être une manifestation d'intérêt au début et puis ensuite des projets plus structurés, enfin à voir. Le Conseil national territorial qui accompagnera sûrement ça, à côté d'Universcience, ne sera peut être pas constitué immédiatement c'est pour ça qu'il y avait des propositions dans les contributions qui avaient été faites au dernier comité de pilotage de passer par un groupe national de référence, ce qui sera une évolution du comité de pilotage du forum avant d'arriver au Conseil territorial. On est là en train d'apprendre en marchant... On est très intéressé aussi par les expériences des PRES, des universités qui se regroupent, des pôles de compétitivité, tout ça c'est important pour la réflexion, et vous le disiez avec justesse tout à l'heure, si on n'est pas bien visible de la part des partenaires c'est parce qu'on est encore trop éparpillés et c'est vrai que les plus gros sont souvent les plus visibles et j'en suis très consciente. J'entends cette petite réticence à se dire Universcience ou la Cité des Sciences dans le paysage, et c'est vrai qu'étant plus gros il était plus visible, mais l'organisation sous forme de plate-forme et une gouvernance réussie permettront d'avoir cette visibilité tous ensemble pour cette politique. Et la visibilité c'est à la fois les associations dont on me dit ici en région Alsace, par exemple, que ce n'est pas toujours facile pour elles. Mais je crois qu'en se structurant on aura cette efficacité.

La slide suivante pour aller un petit peu plus loin dans ce qu'on a réfléchi ensemble et qu'on a déjà présenté au comité de pilotage le 4 novembre. On s'est engagé à ce comité de pilotage à faire une lettre du forum ou des forums, je ne sais pas comment on va l'appeler, pour diffuser l'information à l'ensemble des acteurs de la culture scientifique et technique. Et la première, on voudrait la faire sortir très vite après ce forum là, où on mettra ces éléments-là : la réflexion, les points d'information. Donc Universcience, le pôle national de référence dont je parlais, qui va travailler en étroite concertation avec ce Conseil national territorial quand il sera mis en place et qui est en charge de la stratégie nationale et de la coordination interterritoires. Alors comment il est constitué ce Conseil national territorial ? C'est une des organisations possibles, c'est encore à discuter, ce sont des idées qu'on met sur la table et dont on va commencer à discuter. Avec des collègues (personne physique ou personne morale, c'est tout en haut de la slide) qui sont à la fois les professionnels de la culture scientifique, technique et industrielle, c'est-à-dire qui ont dans leurs missions propres cette mission-là et puis ensuite les institutionnels, les institutions, les fédérations de deuxième type de collège, l'éducation nationale, les ministères et d'autres institutionnels, CPU qui par exemple peuvent être rejoints dans ce collège. Les plates-formes territoriales, les communautés thématiques: on l'a vu tout à l'heure, elles alimentent la réflexion. Les plates-formes territoriales, elles sont, alors c'est là où il va falloir qu'on continue à avancer ensemble pour savoir comment elles se structurent : est-ce que c'est du réseau, est-ce qu'une petite structure/un représentant, une petite structure autour d'une représentation... ? On va passer à la slide du Conseil national territorial. La mission, les missions de développement de la CSTI : donner un avis sur un programme d'actions coordonnées, définir des positions communes, et puis avoir ce rayonnement à l'europpéen, à l'international. Alors quelques idées de commissions sectorielles qui émanent des discussions du forum du 28 : politique de labellisation, définition de critères, l'évaluation des projets et de l'impact : c'est quelque chose qu'on me demande beaucoup, si vous voulez être visible, reconnu, soyez aussi capable d'évaluer votre action, votre impact dans les procédures que vous mettez en place. C'est vrai que l'éparpillement ne favorise pas la possibilité d'une évaluation par nos politiques ou par des industriels ou des entreprises qui voudraient éventuellement s'associer à nos projets. On nous demande aussi d'être rigoureux dans l'évaluation. On le fait souvent de façon qualitative mais pas assez de façon quantitative.

Il faut sûrement avancer là dessus. Les thèmes particuliers, quand je dis médiation c'est vrai qu'on a abordé tout à l'heure, l'aspect de professionnalisation et de qualification d'un médiateur, c'est sûrement quelque chose qu'on doit revoir avec nos partenaires de l'université pour y parvenir. Et puis les grandes tendances : l'innovation, les enjeux. La slide d'après c'était le début de réflexion sur les plates-formes territoriales mais c'est là que je voudrais qu'on vous passe encore la parole, pour que vous débattiez là-dessus. Ça vient bien aussi de ces contributions qu'on a eu après le forum du 4 novembre avec les Petits Débrouillards, certains CSTI, des représentants de l'AMCSTI. Le réseau de proximité pour la mise en cohérence et la mobilisation de l'ensemble des acteurs. Changer d'échelle, c'est un mot qu'on entend. À la fois l'effet de levier et le changer d'échelle. Le partage des ressources, la mutualisation, que ce soit de ressources ou de moyens. Alors les missions c'était des missions proposées et il reste plein de questions. On sait à peu près ce que ça doit être et ce que ça ne doit pas être mais combien faut-il de plates-formes ? Est ce qu'on est parti sur vingt-neuf plates-formes ? Est-ce qu'on est partis... moi j'ai le souvenir des pôles de compétitivité, on avait ça dans notre tiroir au Ministère de la Recherche quand j'étais Ministre entre 2002 et 2004. On avait dit : il y aura dix pôles de compétitivité ! Pouf, il en est ressorti soixante-cinq. Alors après il y a eu deux types de labellisation entre des pôles internationaux et d'autres... Quel est le niveau territorial pertinent ? Est ce que c'est le régional ? Est ce que c'est l'interrégional comme vous nous le proposez aujourd'hui ? Est ce l'unité ou la diversité... ? On l'a dit, préserver la diversité des systèmes c'est important mais est ce que quelque part il ne faut pas quand même qu'il y ait un référent de cette plate-forme qui puisse être un interlocuteur véhiculant de façon consensuelle... ?

On ne va pas multiplier les couches de conseils départementaux, régionaux, nationaux mais il faut qu'on réfléchisse à... est ce qu'il y a une charte ? Est ce que c'est sous forme de réseau ? Avec une charte qui dit les éléments des réseaux ? Est ce qu'il y a un label particulier, différent de ce label dont vous avez parlé ? Est ce que c'est une personne ou une personne avec une équipe ? Comment ça se finance ? Dans la pérennité ou le financement par projet selon les types d'évolution ? Voilà, c'est toutes ces questions là sur lesquelles bien évidemment Universcience n'avance pas tout seul. On est un peu, disons, le poil à gratter. On a envie que ça avance parce qu'on sait que c'est essentiel et que si on n'avance pas on va rater des occasions donc avec l'aide de contributions et des idées parce qu'on a de l'ambition, on les met sur la table et on va les discuter.

L'animateur-modérateur

Justement on est là pour réagir par rapport à ça.

Gérard BINDER, Directeur de l'ENSISA, Président de la Nef des sciences

Je voudrais réagir sur la notion de taille et de visibilité. Il ne faudrait pas systématiquement l'associer à la notion de « gros ». Prenez par exemple le Salon de l'auto : vous y présentez un autobus et une formule 1, il n'est pas évident que ce soit l'autobus qui soit le plus visible... La notion de créativité, de nouveauté, la notion de « coller » au plus près à la fois à l'actualité scientifique, au progrès technologique et aux attentes de la société, donc la notion de réactivité doivent être essentielles dans le dispositif.

Concernant les plates-formes territoriales, je voudrais vous rendre attentifs au fait que ce besoin de structuration peut produire un effet « mille-feuilles » avec des couches qui se superposeraient les unes sur les autres. C'est un risque que nous devons garder présent à l'esprit !

Enfin je voudrais souligner qu'il existe des événements qui sont déjà par eux-mêmes et par nature structurants : la Fête de la science qui est coordonnée au niveau régional, les années thématiques... À cet égard, on peut citer l'année mondiale de l'astronomie en 2009, puis celle de la biodiversité en 2010, et enfin celle de la chimie en 2011, thématiques sur lesquelles la Nef des sciences coédite chaque année avec le Jardin des sciences un guide régional.

Je conclurai en rappelant l'importance de ces événements, structurants par eux-mêmes qui permettent déjà de donner du sens et de progresser de manière coordonnée.

Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'Universcience

Merci. Mais je suis tout à fait d'accord sur le fait qu'on ne part pas de zéro, ce n'est pas du tout ce que j'ai dit. Il y a plein de choses existantes et de très belles initiatives. Et quand vous le disiez petit mais plus agile par rapport à des grosses structures, c'est important. En terme de visibilité et de faire-savoir, je ne parle pas de savoir-faire, le savoir-faire il peut venir d'initiatives locales, de choses formidables : à midi on parlait des *open-lab* de l'université, je trouve ça absolument extraordinaire, ces initiatives-là c'est de l'agilité, c'est formidable. En revanche en visibilité moi je n'avais jamais entendu parler des *open-lab*, par exemple. Après si on fait en sorte que ça diffuse, ce sera plus visible et peut-être plus impactant.

Frédéric Bierry, Conseiller Général, Président de la commission de la jeunesse au sein du Conseil Général du Bas-Rhin

Je voudrais réagir par rapport à une expérience que j'ai découverte il y a peu de temps.

Nous étions la semaine dernière avec le directeur du Vaisseau à CAP Sciences Bordeaux, avec qui nous avons coproduit une exposition sur le vent qui sera présentée ici dans quelques mois. Quand le représentant de l'État a pris la parole, il a cité CAP Sciences comme à la fois le vecteur de la communication scientifique, la tête de réseau de la culture scientifique et le lieu de rayonnement pour la culture scientifique au niveau national, voire international. En vous écoutant je me disais mais finalement ce qu'il faudrait par territoire, c'est un CAP Sciences. Moi je suis un béotien dans la culture scientifique donc je n'ai pas l'expérience de toutes les personnes présentes, mais je me suis dit ça. C'est un exemple où aujourd'hui cette structure a la légitimité à la fois des institutions, des universités et des entreprises. Et donc je me disais qu'en termes de structure territoriale cela pourrait être un exemple même si je pense que c'est différent selon les territoires. À nous de construire à l'échelle alsacienne, à l'échelle Grand Est, cela reste à affiner peut être entre nous, je crois qu'il faut réunir l'ensemble des acteurs, voir aussi les habitudes de travail, mais les habitudes peuvent bien évidemment évoluer, mais il y a peut-être là des exemples à suivre. Ce qui est certain c'est qu'il faut absolument qu'on travaille en synergie, qu'on mutualise. Il y a un vrai enjeu, il y a des moyens pour aller dans cette démarche-là, ce serait du gâchis si on n'arrivait pas à constituer cette équipe territoriale qui travaille ensemble.

L'animateur-modérateur

D'après ce qu'on a vu tout à l'heure, à la table ronde juste avant, on a vu que les régions étaient différentes. Est-ce qu'il y a un seul schéma pour tout le monde ? Ça m'étonnerait...

Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'Universcience

Il n'y a sûrement pas...

L'animateur-modérateur

J'aimerais aussi l'entendre l'avis des Lorrains par rapport à cela car ils sont bien en réseau... Comment cela peut se passer?

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Il n'y a sûrement pas un schéma. Mais en revanche ça serait quand même bien de voir émerger des pôles et que ces pôles réseau puissent donner aussi de la cohérence entre une stratégie nationale et la prise en compte de besoins locaux spécifiques que peuvent représenter les territoires, quelle que soit l'extension du territoire. Respectons la biodiversité mais sans rester sur l'éparpillement d'aujourd'hui pour avoir plus de possibilités d'impacts.

Antoine AGATHON,
Directeur de projets au sein du pôle Alsace Biovalley, ancien Président de l'association des Petits Débrouillards Alsace

Réaction aussi à chaud, effectivement, par rapport à un projet de plate-forme territoriale, la première réaction c'est de dire : halte aux millefeuilles institutionnels, etc. parce qu'on n'a certainement pas besoin de lourdeur donc pourquoi pas de réfléchir à des idées de plate-forme comme un projet qui est partagé et construit de manière collective par l'ensemble des structures, porté peut être par l'une des structures qui pourrait assurer la charge administrative, en tout cas le pilotage administratif, en tout cas une notion de projet avec des moyens, des ressources qui sont affectés pour la conduite de ce projet. Cela peut être une idée. En tout cas, nous on pourrait tout à fait y souscrire. Par rapport au nombre, juste petite remarque, par rapport au mouvement aujourd'hui du réseau des Petits Débrouillards donc, les Petits Débrouillards c'est une fédération d'associations, il y a une association pratiquement dans toutes les régions de France et aujourd'hui une réflexion sûre : est-ce que ça ne serait pas plus pertinent de travailler en interrégion ? Donc c'est une réflexion pour laquelle aujourd'hui on n'a pas encore de réponses, mais de plus en plus de gens militent dans cette direction-là, de travailler pour nous donc à l'échelle du Grand Est et d'avoir un pilotage administratif par une seule entité juridique et après des antennes régionales. Voilà. Question toujours ouverte mais d'actualité.

Laure CHÉMERY,
Cheffe du service Accès au savoir du Conseil Général de l'Essonne

Donc moi je vais réagir par rapport à ma région, celle que je connais le mieux. Moi ce que je ressens au niveau de la région Île-de-France, c'est que tous les départements n'ont pas de politique de culture scientifique et technique ; mais ceux qui en ont le font avec un grand engagement, une vision extrêmement forte. Et les relations entre les départements ou entre les départements et la région ne sont pas toujours simples pour ce que j'en sais.

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

C'est peut-être pareil dans d'autres régions...

Laure CHÉMERY,
Cheffe du service Accès au savoir du Conseil Général de l'Essonne

Oui oui. Alors après peut-être la mise en place d'une plate-forme obligera tout ce monde-là à se parler et puis à travailler ensemble. En tout cas elle n'émergera pas spontanément. Il faudra qu'il y ait un effet incitateur fort. Ce n'est pas forcément un incitateur financier, cela peut être une incitation intellectuelle, réflexive qui fait que d'un seul coup on se retrouve en nécessité de se parler, d'échanger ses expériences, ses savoir-faire mais ça ne se fera pas spontanément, parce que quand ça se fait spontanément c'est déjà fait.

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

C'est tout à fait ça. Il y a déjà des plates-formes dont on sent qu'elles ont plus qu'émergé, elles sont déjà bien structurées, et puis il y en a d'autres où on sent que ce n'est pas mûr. Vous avez tout à fait raison. Faudra pas construire par la force, ça c'est clair. Le coercitif comme vous le disiez vous-même tout à l'heure ce n'est pas le propos. En revanche il y a une nécessité de structurer un peu plus. Il y aura un temps de maturation et c'est normal.

Laure CHÉMERY, Cheffe du service Accès au savoir du Conseil Général de l'Essonne

En même temps je sens, alors forcément je ne connais pas tous les élus de France, mais au niveau de ce que je ressens pour ceux avec lesquels on travaille, je sens qu'il y a de plus en plus la conscience qu'ils se parlent peu entre eux de culture scientifique. L'ARF (Association des régions de France) comme l'association des départements de France comme l'association des maires de France n'ont pas de chargé de mission culture scientifique qui se soit vraiment emparé de ce sujet. Et les partis non plus. Donc il n'y a pas d'instance, on est vraiment dans un angle mort. Autant il y a des chargés de mission culture ou des chargés de mission enseignement et recherche, autant la culture scientifique est absente, avec des avantages que ça a donc une vraie créativité parce que quand il y a des politiques volontaristes, elles sont souvent créatives, innovantes.

Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'Universcience

Mais c'est pour ça que je disais que j'étais heureuse de voir le compte-rendu du Sénat parce que ça veut dire que les sénateurs - quand on est passé à la commission, ils ont entendu ce qu'on avait à dire, j'étais heureuse d'entendre l'autre jour monsieur Ricol, le commissaire général aux investissements, dire « Il y aura une action sur la culture scientifique et technique ». Donc on a quand même fait des pas depuis quelque temps, du chemin. La Ministre de la Recherche, vous l'entendez, elle parle de vulgarisation scientifique et technique aujourd'hui. En revanche il y a encore des choses à faire. C'est vrai qu'Universcience, avec quelques acteurs, peut se dire « Bah je vais aller voir la CPU, je vais aller voir l'ARF, je vais aller voir l'AMF, je vais... » bon... et je pense qu'on a encore des actions à faire sur ce sujet. Chacun à son niveau localement et puis à un niveau de fédération plus nationale, et vous avez raison : on n'est pas encore présent partout et il faut porter le message simplement.

L'animateur-modérateur

J'aimerais qu'on revienne aux collectivités locales : comment ça peut se passer d'après vous tous, comment ça peut se passer les relations, l'évolution des relations entre les collectivités locales, les communes, les agglomérations, les conseils généraux même le conseil régional avec Universcience ? Quelle est l'évolution des rapports ? Et les financements ? Comment vous voyez cela ?

De la salle, Madame Martine MALL

À cet égard c'est vrai que je me sens un peu interpellée sur cette question-là bien que j'aie envie de parler depuis un petit moment. Et d'abord je voulais remercier les intervenants de la table ronde d'avoir évoqué le rôle de la région Alsace ici pour essayer de structurer les activités de culture scientifique. Et donc c'est vrai qu'ici en Alsace on n'a pas travaillé sur une plate-forme, on a travaillé plutôt sur un cadre de travail. Et c'est la région qui - en consultation avec les opérateurs - a défini des objectifs. Donc on a défini quatre types d'objectifs prioritaires, on a défini un calendrier, on a défini quelques moyens et on a sollicité les opérateurs pour travailler là-dedans et nous présenter des projets qui s'inscrivent dans ce cadre. Donc plus qu'une plate-forme territoriale, c'est un cadre contractuel. Plus qu'une organisation structurelle, c'est évidemment un cadre qui respecte la diversité des uns et des autres, qui n'est pas facile aussi parce que ce qu'on a demandé c'est qu'il y ait aussi un travail collectif, qu'il y ait une collaboration entre structures et celle-là, elle n'est pas très simple. Elle n'est pas toujours facile à mettre en œuvre parce qu'on des centres qui ont des soucis différents, des moyens différents. On a des aires d'activités différentes mais enfin c'est vers cela que l'on souhaite aller.

Et donc je serais... On aurait beaucoup de plaisir à vous faire part de notre expérience en Alsace et des travaux qui ont été menés en préalable parce que comme vous envisagez de le faire, on a fait un travail, un état des lieux et d'ailleurs c'est en partenariat avec l'université de Strasbourg qui a fait ce travail d'analyse : des forces des acteurs, pour définir un petit peu les thèmes ou les axes sur lesquels il faut concentrer les moyens donc on est à votre disposition pour en parler et en tout cas c'est clair que la région Alsace a évidemment un rôle ainsi que le Conseil Général, du Bas-Rhin en particulier, sur ces questions-là en termes de diffusion de la culture scientifique.

Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'Universcience

Je pense qu'on va être amené effectivement à en reparler dans la mesure où la phase deux des StraTer, des stratégies territoriales du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche... Moi j'ai demandé à ce qu'il y ait un pan, un volet culture scientifique et technique qui n'était pas dans le premier plan, StraTer, où c'était uniquement enseignement supérieur, recherche, innovation. Et donc on sera sûrement amené à discuter un petit peu avec l'ensemble des partenaires pour non seulement faire un état des lieux mais dégager de « comment on peut aller vers une stratégie ». Oui.

Frédéric Bierry,
Conseiller Général, Président de la commission de la jeunesse au sein du Conseil Général du Bas-Rhin

Juste pour répondre en complément de Martine. Ce que l'on peut dire au niveau de la région Alsace aussi c'est que il y a une réflexion soutenue par notre Président du Conseil Général du Bas-Rhin et le Président de la région de favoriser une fusion, enfin un regroupement entre les deux départements et la région donc ça devrait faciliter, en tout cas par rapport à votre question sur les collectivités, si cet objectif - et c'est le vœu que nous formulons - arrive à son terme, ça devrait faciliter aussi les liens. Pour autant aujourd'hui ce que l'on constate c'est qu'il y a beaucoup d'initiatives mais qu'il n'y a pas une autorité naturelle, légitime, qui se dégage pour dire : « Moi je suis au dessus du lot et je fédère ». C'est pour cette raison que je rebondis sur vos propositions et votre présentation. Je pense que vous auriez, qu'Universcience aurait la légitimité pour dire : « Écoutez, faisons... », au moins dans le lancement de la démarche : « Écoutez, voilà vous faites beaucoup de choses, il faut mutualiser, faut les mettre en commun, faut continuer à travailler ensemble ». Peut-être que vous pourriez être comme ça le porteur au départ de la démarche pour fédérer et puis petit à petit, je fais confiance à tous les acteurs alsaciens et Grand Est, en arriver à un fonctionnement autonome. Toujours en lien bien sûr avec la stratégie nationale.

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Mais vous avez remarqué que c'est un petit peu le propos de ma présence aussi ici, d'être dans l'impulsion. Je trouve qu'il y a beaucoup de choses qui sont dites, après qu'on parle pour continuer à les mûrir et peut être que si vous arrivez à formaliser un peu les choses ça serait bien qu'on reçoive ces contributions de vos réflexions : région, départements ou acteurs déjà organisés pour qu'on puisse nourrir la réflexion commune de toutes ces contributions.

De la salle, Stéphane LAURENT,
Coordinateur du Réseau Hubert Curien en Lorraine

Je voudrais apporter quelques précisions par rapport à tout ce qui a été dit tout à l'heure parce qu'on a quand même une expérience qui commence à compter. Cela fait pratiquement dix ans qu'on fonctionne en réseau ou en tout cas qu'on essaie parce que c'est vrai que ça se construit le fait d'apprendre à parler ensemble, à discuter, à avoir un langage commun : ça ne se fait pas du jour au lendemain. Donc au bout de dix ans on commence effectivement à... Enfin on arrive à travailler ensemble, les universités travaillent avec les associations, les EPST collaborent avec d'autres établissements donc on arrive à faire cette démarche là. Maintenant par rapport à tout ce qui a été dit tout à l'heure, sur ce qui est lisibilité, je voudrais apporter un bémol parce qu'effectivement qu'un établissement central - et là l'expérience de la Lorraine est importante- le fait d'avoir un établissement unique, la population qui va venir, et on a mené des enquêtes là dessus, la population va se déplacer, les scolaires sur 50 km s'ils ne peuvent pas passer la journée, le grand public il va faire 30 km maximum s'il veut participer à un gros événement. Ça veut dire que si on veut vraiment toucher la population dans son ensemble, peut être qu'en fonction des territoires ou des régions ça ne va pas du tout être la même chose. Et en l'occurrence pour la Lorraine on sait pertinemment qu'on ne peut pas avoir un centre unique qui balayerait l'ensemble du territoire.

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Une plate-forme n'est pas un centre, vous avez compris...

De la salle, Stéphane LAURENT,
Coordinateur du Réseau Hubert Curien en Lorraine

Tout à fait c'était mon deuxième point. La plate-forme par rapport à ce qu'on entendait tout à l'heure de couches de mille-feuilles, pour ce qui est de la Lorraine, la coordination du réseau n'a pas vocation à monter de projet, elle n'a pas vocation à être uniquement une structure politique. C'est-à-dire que c'est aussi une structure de mutualisation et nous sommes en train de réfléchir actuellement à mutualiser toute la lisibilité des expositions qui sont créées dans la région. C'est-à-dire qu'on sait que des établissements, des associations montent des expositions avec des chercheurs.

Malheureusement ils n'ont pas la possibilité de faire circuler ces expositions : parce que ça prend du temps, parce que ça a un coût et la mutualisation, ma structure de mutualisation, la coordination du réseau est en train de réfléchir comment elle pourrait prendre en main ce jeu-là pour pouvoir justement donner de la lisibilité et permettre cette itinérance. Et puis un autre rôle de ce que pourrait être cette plate-forme c'est la mutualisation aussi par rapport aux partenaires extérieurs. On est en train de travailler depuis le mois de septembre, on a monté une chronique avec une radio qui est France Bleu pour chaque jour avoir un laboratoire, un chercheur qui présente ses labos c'est-à-dire deux cents chroniques sauf que la condition sine qua non de la radio c'était de nous dire : « Moi je suis prêt à mettre des chroniqueurs, à mettre du temps d'antenne sauf que en face de moi je veux un interlocuteur unique et je ne veux pas quatre EPST, quatre universités qui vont m'apporter des chercheurs ». Donc la mutualisation elle est vraiment fondamentale aussi en termes de lisibilité par rapport au média.

On doit rencontrer France 3 prochainement parce qu'ils sont dans la même démarche et cette mutualisation, cette structure de mutualisation il ne faut pas la voir simplement comme une structure politique ou de gestion des moyens mais vraiment comme un outil de coordination, de lisibilité et de coordination à l'échelle du territoire. Et d'évaluation également.

L'animateur-modérateur

Une autre réaction ?

De la salle, Jean BOULEAU

Je suis un ancien du CNRS, aujourd'hui conseiller technique auprès du Président de la chambre de commerce.

Dans mon métier CNRS, je m'étais aperçu qu'il y avait beaucoup d'industriels, de politiques de tous ordres qui ne connaissaient pas la maison. Ils n'habitaient même pas à quelques centaines de mètres de nos labos, ils ne savaient pas. Donc j'ai commencé à initier personnellement un certain nombre de rencontres. Et aujourd'hui j'ai formalisé de façon un peu plus complète au niveau de la chambre de commerce, pour les élus des chambres de commerce, mais je l'étends un petit peu, à des rencontres régulières : tous les deux ou trois mois, sur nos labos en Alsace et on a un tissu extraordinaire. Donc l'idée est finalement de se rencontrer tous les trois mois, d'identifier un labo intéressant et d'inviter tous les élus des chambres de commerce à venir pour savoir qu'est ce que c'est que la science, ça ne va pas au-delà. Alors évidemment il y a à la clé quelques fois des dialogues qui conduisent finalement à des contrats particuliers. Les élus c'est qui ? Ce sont des chefs d'entreprise, des sociétés de service et des commerçants et si vous voulez cette mayonnaise elle prend un petit peu. Et j'aurai tendance à dire, le Président du Département est là, qu'il me semble à un moment donné que pour les élus de la ville, il y aurait - je n'ai pas le temps de le faire mais - une initiation du même style à faire, à tous les élus des collectivités. Voilà. Mais cela me semble intéressant. Ce que je recommande aujourd'hui, c'est que les élus, petit à petit, disent : « Ah on ne pensait pas que la science c'était comme ça ». Et les élus je dis particulièrement industriels et commerçants. On a une culture complètement à l'opposé, ça c'est clair. Mais petit à petit en jouant les intermédiaires, ça rentre dans le champ de collaboration que ce soit avec l'INSERM, l'université ou autre... C'est un des éléments dont vous parliez qui à mon avis me semble intéressant. Voilà.

Claudie HAIGNERÉ, Présidente d'Universcience

Merci. Je suis très sensible. Moi je fais partie du conseil scientifique de l'OPECST (Office parlementaire des choix scientifiques et techniques) qui est un petit peu un endroit où les politiques et les collectivités territoriales peuvent s'exprimer. Mais c'est vrai qu'on entend très peu se mobiliser les collectivités locales ou les politiques représentatifs du local sur des sujets de science. On les entend beaucoup s'exprimer sur d'autres sujets de société mais on entend peu leur voix sur des débats sociétaux que ce soit nanotechnologie ou des débats qui nous ont tous, dans le monde de la science et de la technologie, beaucoup émus, bouleversés parfois parce que ça se passait d'une façon trop conflictuelle, parfois hystérique comme vous le dites et caricaturale alors qu'on entend beaucoup de politiques sur des choses très importantes : le port de la burqa ou des choses comme ça mais très très peu d'expressions effectivement, ni des collectivités, ni des représentants politiques nationaux, sur des sujets de science et de technologie dont on se rend bien compte qu'il faudrait le faire.

L'animateur-modérateur

Il faudrait peut être qu'ils fassent tous partis de l'OPECST... C'est un bon lieu de formation.

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

C'est déjà bien que... Il y a aussi l'Institut pour les hautes études l'IHEST qui est formidable dans ce rôle.

De la salle, Marie-Christine Creton,
Directrice honoraire de l'INSA Strasbourg

Oui juste pour compléter, ça modifie ou ça enrichit le regard du politique sur la science mais ça modifie aussi son regard sur le scientifique et ça c'est important aussi parce que le scientifique c'est un savant, c'est quelqu'un d'un autre monde et le fait qu'on soit contraint entre guillemets d'utiliser une langue accessible à l'autre et de se parler. On se dit : « Tiens finalement ce sont des hommes comme les autres », même ça c'est déjà un grand pas avant.

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Je crois qu'on est presque déjà arrivé à la conclusion quand on entend ça. Simplement, je le dis ce n'est pas du tout pour me mettre en valeur, on a essayé de mener cette réflexion... On a sorti un livre collectif il y a quelques jours qui s'appelle *Plaidoyer pour réconcilier les sciences et la culture*. Dans la collection du collège. Moi j'ai fait une introduction plaidoyer pour dire cette conviction qu'on porte là, parce qu'aujourd'hui science et technique ça doit faire partie de notre culture générale, de chacun des citoyens pour qu'ils se sentent acteurs. Je parle aussi des deux types d'éducation qui me paraissent importants : l'éducation qui prépare et l'éducation qui inspire parce que je trouve que l'inspiration, on l'a dit pour les vocations, elle n'est pas toujours présente dans nos choix éducatifs, de responsabilité, de face à face avec l'incertitude, le doute, la complexité, la parole de l'expert... C'est un ouvrage collectif avec quinze scientifiques qui donnent leur état du savoir. Je sens cet ouvrage faire partie de cette mission que j'ai envie de porter avec vous tous et on a mis ça en collectif sur la table. Simplement pour conclure moi je ne vais pas prendre la parole très longtemps parce que j'ai déjà beaucoup tenu le micro.

Je trouve formidable que ces initiatives existent mais faut qu'il y en ait d'autres ensuite pour continuer à alimenter cette réflexion. Merci beaucoup aux élus très très engagés, parce que ce n'est pas toujours le cas partout, qu'on trouve dans cette région. Merci Monsieur le Président, merci bien sûr au Vaisseau de nous avoir accueillis. Je vais dire un petit mot sur l'AMCSTI qui ne s'est pas beaucoup exprimée, vous n'avez pas eu le temps trop de tourner votre casquette tout à l'heure. Et de dire qu'au delà d'un pôle national, de plates-formes structurées, d'un Conseil national territorial, il y a sûrement besoin de cette association professionnelle qui soit capable de prendre des positions, de remuer, de faire circuler des avis et vous l'avez déjà fait remarquablement avec le livre blanc. J'aimerais que vous puissiez vraiment avec l'AMCSTI accompagner comme ça, un petit peu cette réflexion, écrire des propositions, secouer parce que nous on va peut-être parfois avoir le regard un petit peu fermé sur du court terme, du moyen terme. Je crois qu'il y a besoin d'avoir aussi une structure qui alimente et qui pousse un petit peu la réflexion, donc ça fait partie des choses importantes. Qu'est ce qu'on a nous dans l'idée ? C'est un prochain forum territorial, il faut qu'on voie quel est le bon case study, le cas qui sera intéressant parce que je trouve que c'était très intéressant de partager vos questionnements ici dans la région avec les différents acteurs, d'entendre parler du réseau Hubert Curien avec la Lorraine, un regard un petit peu différent de ce qui se passe ici, c'est intéressant. Bon il faut qu'on réfléchisse à quel va être le prochain lieu, on va en parler dans le comité de pilotage pour voir comment ça s'organise. Je pense que ça serait bien que nous on avance. Quand on aura les deux lettres de mission dont je parlais tout à l'heure, la mission du pôle et puis qu'on saura un peu plus sur celle qui concerne l'inspection, qu'on diffuse cette information pour que vous soyez prêts à répondre à des questions des inspecteurs. Qu'on puisse rencontrer sûrement les DRRT. Que l'on puisse vous passer les informations, vous dire c'est ça la sanctuarisation des budgets qui est quelque chose que vous aviez évoqué, on va y aller petit à petit, vous le présenter. Je pense que ça serait bien qu'au niveau Universcience, du comité ou du GNR on voit CPU, ARF, les départements enfin c'est... pour avancer ensemble, faire passer le message et sans arrêt relayer un petit peu cette importance de prise de conscience des sciences en culture, des techniques en culture et de l'importance pour effectivement... l'économie de la connaissance pour dire le mot qui a été utilisé tout au début. Donc on est non seulement dans une société conceptuellement mais aussi économiquement, avec les leviers que ça représente.

L'animateur-modérateur

Merci. Vous prévoyez en gros au niveau du temps, du timing... Quels délais pour que tout cela soit mis en place ? Il faut combien de temps d'après vous ?

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Pour que quoi soit mis en place : le Conseil national ? La gouvernance ? Ça va prendre l'année 2011 je crois. Faut pas imaginer que les choses... C'est pour ça qu'on passe par des phases transitoires : un GNR, un groupe national de travail, de référence entre temps avant d'arriver au Conseil territorial.

L'animateur-modérateur

Donc le financement des projets en 2011 ça...

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Bah ! Le financement des projets, il y a eu un transfert je vous l'ai dit CPER et hors CPER concernant les CCSTI malheureusement pas les associations, malheureusement pas les muséums.

L'animateur-modérateur

Et ceux-là donc ?

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

C'est au Ministère.

L'animateur-modérateur :

Ça reste au Ministère ?

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Oui, le Ministère nous a transféré CPER et CCSTI. Voilà. Donc c'est pour ça que je disais qu'il faut qu'on travaille très très vite avec les DRRT en ce qui concerne les CPER parce qu'il y a déjà des choses... Ce sont des projets qui sont écrits sur l'année 2011, il ne va pas y avoir de changements par rapport aux années précédentes. Et après justement on a cette année 2011 pour réfléchir. Si les stratégies s'élaborent c'est évident que ça va peut être faire revisiter des CPER et si on est fort et visible on peut imaginer qu'il y ait d'autres éléments qui s'ajoutent aux CPER d'aujourd'hui, pourquoi pas. On peut avoir de l'ambition si on reconnaît que politiquement c'est important d'avoir ces actions de culture scientifique et technique. L'année 2011 va être une année d'installation mais on a vraiment besoin d'avoir des rendez-vous réguliers et nous de notre côté s'engager à faire circuler l'information et cette lettre du forum qu'on va essayer de relayer très vite et puis vos contributions sont essentielles. Les réunions comme ça on va en faire quelques unes, je ne sais pas il y en aura cinq ou six mais si vous avez des contributions pour alimenter c'est toujours intéressant, bien évidemment. Merci de votre écoute.

L'animateur-modérateur

Merci beaucoup à tout le monde, aux intervenants. Maintenant les conclusions du forum. Le Président du Conseil Général du Bas-Rhin : M. Guy Dominique Kennel.

Guy-Dominique KENNEL,
Président du Conseil Général du Bas-Rhin

Je ne vais pas vous retenir trop longtemps, rassurez-vous. Simplement vous remercier toutes et tous pour vos contributions. C'était un après-midi intéressant, d'ailleurs je dois vous dire que j'avais envie de réagir à chacune de vos interventions. Je ne l'ai pas fait parce que sinon vous auriez passé la nuit. Peut-être deux-trois éléments quand même : simplement j'ai remarqué deux choses : la première c'est pour qu'on puisse avancer, et je l'ai vu ici au niveau du Vaisseau, il faut une forte volonté. Et de plus une forte volonté politique. Madame vous qui avez été Ministre, vous le savez bien. S'il n'y a pas une volonté politique, peut être ceci expliquant le fait que la culture scientifique ne soit pas intégrée dans un certain nombre de dispositifs nationaux, ça veut dire qu'il n'y a pas de portage politique et le jour où il y aura un portage politique peut être que ça ira mieux. Je le constate aussi chez nous dans notre région. Il faut savoir que notre volonté politique elle est forte au niveau du département parce que nous y mettons un certain nombre de moyens. C'est quand même le nerf de la guerre, les finances. On peut avoir tout plein de projections, si on n'arrive pas et si on ne les finance pas de toute façon après ça reste de la belle théorie. Nous mettons au niveau du Conseil Général du Bas-Rhin, Vaisseau compris, cinq fois plus de moyens que toutes les autres collectivités réunies ici pour la culture scientifique et technique parce que c'est une volonté politique forte.

Et je crois que dans ce domaine là, c'est important que quelqu'un incarne cette volonté. Sur le plan national, le Ministère a décidé de vous le confier c'est très bien, et je crois qu'il faut l'incarner. J'ai une petite observation parce que, ceux qui me connaissent le savent, je suis quelqu'un qui est très pragmatique. J'ai envie d'avancer, j'ai envie de faire et non pas de dire. Et donc là aussi au niveau de l'ensemble de l'organisation il ne faut pas que cela devienne une technocratie ou une structure trop technocratique mais qu'il y ait de la pratique derrière. En clair aussi, il faut qu'il y ait un certain nombre de moyens qui soient donnés et un certain nombre de possibilités d'avancer. Pour ce qui concerne le label évidemment je dis tout de suite que nous serons candidat. Je ne suis pas sûr qu'il y ait, au delà de ce label, un certain nombre d'accompagnements financiers mais je dois dire que de toute façon si l'Etat me donne autant qu'il me donne aujourd'hui après demain, ça ne m'avancera pas à grand chose. Zéro plus zéro, ça fait toujours zéro. Donc vous voyez bien que le label est une chose, les moyens financiers en sont une autre. J'ai malheureusement au niveau du contrat de projet État-région là aussi été obligé de tout financer moi même ou en tout cas notre collectivité, Conseil Général avec l'ensemble de mes collègues, et Dieu sait que les décisions dans ce domaine ne sont pas toujours faciles à prendre, bien évidemment parce qu'au niveau du CPR il n'y avait plus de moyens et donc du coup nous avons autofinancé ce que vous avez devant vous. Vous voyez, je dis que s'il n'y a pas ce portage politique, on peut avoir tous les raisonnements possibles. Pourquoi je dis cela, et je le dis de façon très claire, très ouverte devant tout le monde, parce que je constate au quotidien les demandes d'aides, de subventionnement qui viennent soit du monde associatif, soit du monde universitaire. Ils viennent systématiquement vers le politique qui doit à un certain moment établir des priorités. Pour moi, en fait de culture il y en a qu'une : c'est la culture générale ; point terminé. Et il n'y a pas de culture scientifique spécifique, il n'y a pas de culture musicale ou autre. Pour moi c'est une culture générale et le tout fait partie de la culture. Et il est bien démontré aujourd'hui que ceux qui ont le plus de créativité, de capacité à comprendre, ce sont eux qui ont la culture générale la plus large. C'est très clairement démontré.

Donc ce que j'ambitionne pour notre Département, mais chaque élu à la même ambition, je pense, pour son territoire, c'est de faire en sorte que cette culture générale soit la plus large. Évidemment nous mettons des moyens sur la culture scientifique et technique mais nous mettons des moyens sur la culture en général. Et il faut que ce portage soit fait auprès des gens. Parce que la tentation naturelle aujourd'hui, et pour le département notamment, pour les départements en France, la tentation naturelle c'est de dire que ce que nous faisons là ne fait pas partie de nos compétences obligatoires. Nous c'est le social. Et Dieu sait que le social est en explosion au jour d'aujourd'hui pour finalement au niveau économique être un amortisseur. Mais il faut quand même savoir que la tentation forte c'est de dire nous allons tout simplement raboter sur ce qui n'est pas de notre compétence. Et donc nous allons toucher à la culture, c'est la première cible ; ensuite après toucher le sport, etc. Nous n'avons pas fait ce choix dans notre Département. Nous avons fait des choix différents, des choix d'économies mais des choix aussi de taxation au niveau de la taxe d'habitation en supprimant les abattements et Dieu sait qu'à quelques mois des élections ce n'est pas forcément ce qu'il y a de plus populaire, mais nous avons fait ce choix tout simplement pour maintenir nos moyens, également au travers de la culture. Alors là aussi vous dire que pour moi c'est important et que s'il n'y a pas le portage politique et je finirai là dessus, s'il n'y a pas le portage politique fort, tout cela va se résumer à zéro. Moi je dis ce que font les gens ici sur le territoire c'est admirable ; mais simplement il faudra bien voir un jour comment on les fédère et comment on leur donne les moyens supplémentaires d'exister. Voilà ce que je voulais dire. Si vous avez encore trente secondes, madame Haigneré, je vous demanderez deux choses. La première c'est de me dédicacer ce livre. Je vous signale d'ailleurs que ce livre et dans notre point de vente. Il coûte exactement 12,90 €. Vous voyez, je fais également de la communication commerciale dès qu'il faut le faire, donc n'hésitez pas à l'acquérir, il est disponible dans notre boutique et en nombre. Et deuxième élément, pour vous remercier de votre passage dans le Département du Bas-Rhin. Ici on ne quitte jamais sans avoir un cadeau. Il y a même deux cadeaux d'ailleurs. Le premier qui est tout simplement un livre sur le Bas-Rhin mais j'ai presque honte de vous le donner parce que vous qui avez admiré notre globe qui est aussi un Dieu pour d'autres civilisations, puisque vous étiez au-delà de notre Terre, mais c'est tout simplement le nouveau livre sur le Bas-Rhin avec uniquement des photos aériennes. Donc ça vous rappellera peut-être quelque chose...

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Je disais à Monsieur le Vice Président qui parlait des Dogons tout à l'heure, mon mari astronaute est allé au Mali discuter avec un chef dogon. Et ils se sont justement un petit peu attrapés au sujet de la cosmogonie puisque le chef dogon ne pouvait pas imaginer qu'un homme soit allé dans le ciel parce que le ciel c'est le ciel pour les dieux. Et mon mari astronaute lui expliquait qu'il était dans le cosmos et ils ont passé deux jours à parler de ciel et cosmos.

Guy-Dominique KENNEL,
Président du Conseil Général du Bas-Rhin

Voilà et puis le deuxième cadeau. J'évoquais tout à l'heure l'inauguration que j'ai faite en fin de matinée d'un nouveau four Lalique, c'est une marque internationale que tout le monde connaît et dont la notoriété est issue d'un savoir-faire local, à Wingen-sur-Moder. Je vous remets simplement ce petit cadeau, notamment pour vous témoigner, tout simplement, de notre affection. Voilà.

Claudie HAIGNERÉ,
Présidente d'Universcience

Merci de l'affection de la région Alsace. Merci Monsieur le Président.